QU'ARRIVE-T-IL À LA JEUNESSE?

L'IMPACT DU CHANGEMENT ÉCONOMIQUE SUR LES JEUNES À TERRE-NEUVE ET AU LABRADOR

Rapport préparé pour Santé Canada par
l'Association canadienne pour la santé mentale
Division de Terre-Neuve et du Labrador

Septembre 1998

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS
INTRODUCTION

1.0 ANALYSE DOCUMENTAIRE ET INITIATIVES JEUNESSE

1.1 Conditions économiques
Faibles revenus
Chômage
Émigration

1.2 Education
Alphabétisation et niveaux d'instruction
Éducation secondaire
Éducation postsecondaire

1.3 Milieu social
Famille et communauté
Milieu scolaire
Loisirs et relations sociales
Sexe

1.4 Pratiques de soins personnels
Santé mentale, stress et stratégies d'adaptation
Consommation d'alcool et de drogues
Sexualité

1.5 Santé et services sociaux
Services de santé mentale
Services de réadaptation des alcooliques et toxicomanes
Services de bien-être de l'enfance
Nouveaux modèles de prestation des services

1.6 Quelques Initiatives Jeunesse

1.7 Résumé

2.0 GROUPES DE DISCUSSION SUR LA JEUNESSE
2.1 Communautés
2.2 Éducation et travail
2.3 Passé, présent et futur
2.4 Changement économique
2.5 Ce qu'il faut faire

3.0 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS
BIBLIOGRAPHIE

REMERCIEMENTS

Le projet “Qu’arrive-t-il à la jeunesse?” a été mené par l’Association canadienne de la santé mentale (ACSM), Division de Terre-Neuve et du Labrador, en vertu d’un contrat passé avec la Direction générale de la promotion et des programmes de santé de Santé Canada, Région de l’Atlantique. Nous tenons à remercier particulièrement notre conseillère en matière de projets, Fiona Chin-Yee, pour le soutien et l’orientation qu’elle nous a apportés.

Nous remercions particulièrement les jeunes qui ont participé au projet. Des membres de FINALY et du réseau Youth in Care ont participé à des réunions du comité par téléconférence, ont planifié et animé des groupes de discussion, ont fourni de l’information sur le rapport et commenté les recommandations. Nous tenons à remercier Dana Pittman, Sandy Brennan, Trudy Pike, Fiona Heald, Lori Walsh, Tina Pittman et Wanda Young pour leur précieuse contribution, ainsi que tous les jeunes qui ont participé aux groupes de discussion.

Le projet était supervisé par le Comité de recherche et de développement de l’ACSM, dont les membres sont Cheryl Hebert (présidente), Susan Green, Alan Kenworthy, Trudy Marshall, Katherine Murray, Abraham Ross et Moyra Buchan. Le comité a consacré beaucoup de temps et d’énergie à élaborer le projet et à fournir de l’orientation et des conseils éditoriaux. Nous remercions également Patricia Canning pour ses commentaires sur la version finale.

Enfin, nous tenons à remercier particulièrement la personne qui a rédigé ce rapport, Susan Williams. Les compétences de Susan comme chercheur et rédacteur, ainsi que les nombreuses heures supplémentaires qu’elle a fourni, ont permis de faire une synthèse vivante du très important sujet de ce qui arrive à la jeunesse.

Septembre 1998

INTRODUCTION

Au printemps de 1998, l'Association canadienne de la santé mentale, Division de Terre-Neuve et du Labrador, a obtenu des fonds de Santé Canada pour étudier l'impact des difficultés économiques et de la crise des pêches sur la vie des jeunes de Terre-Neuve et du Labrador. Cette recherche a été motivée par la constatation du fait que de nombreux jeunes de cette province principalement rurale vivent dans un contexte social d'incertitude et de désespoir provoqué par le changement économique. Ils assistent à une dépopulation de leurs communautés, à un chômage élevé et à une augmentation des coûts de l'éducation postsecondaire. Nombre d'entre eux doivent envisager de quitter la province pour assurer leur avenir.

L'Association canadienne de la santé mentale s'inquiétait du fait que les soutiens sociaux et institutionnels existants n'étaient pas adaptés aux besoins des jeunes. Afin de pouvoir agir efficacement, des organismes comme l'ACSM avaient besoin de mieux comprendre les problèmes des jeunes. Pour ce faire, il fallait procéder à une revue des évaluations et des initiatives en cours touchant les jeunes, et établir un processus permettant de recueillir le point de vue des jeunes de toute la province. La première phase de cette recherche consistait à compiler l'information fournie par des études traitant de la jeunesse et à examiner certaines initiatives en cours qui ont démontré leur efficacité. Dans la seconde phase, des groupes de discussion ont eu lieu dans toute la province, organisés et animés par des jeunes, pour recueillir le point de vue des jeunes sur les questions qui les concernent et ce qui, selon eux, devrait être fait.

La recherche est basée sur les facteurs déterminants du cadre de santé adopté par Santé Canada, qui est une approche globale pour comprendre les facteurs qui influent sur la santé physique et mentale. Ces facteurs comprennent le revenu, l'emploi, l'éducation, le milieu social, les réseaux de soutien, le sexe, les pratiques de santé personnelle et la disponibilité des services. Bien que l'on mette l'accent sur les régions rurales, un bon nombre des questions traitées dans le présent rapport s'appliquent aux régions urbaines et aux parties de la province qui ne sont pas touchées par le moratoire. La section 1 présente l'information tirée de l'analyse documentaire, ainsi qu'une description de certaines initiatives jeunesse. La section 2 résume les questions qui se sont dégagées des groupes de discussion. La section 3 présente des conclusions générales, ainsi que des recommandations pour soutenir la santé mentale des jeunes de la province durant cette période de changement.

1.0 ANALYSE DOCUMENTAIRE ET INITIATIVES JEUNESSE

L'information présentée dans cette section provient de rapports statistiques, de sondages, d'évaluations des besoins, de rapports de conférences sur la jeunesse et d'autres documents publiés et non publiés, complétés par des témoignages de témoins privilégiés. La première partie de cette section consiste en information provenant de l'analyse documentaire et des consultations. La seconde partie décrit certaines des initiatives touchant les jeunes mises en oeuvre dans la province.

La recherche a été limitée par le temps et le manque de fonds, et l'examen des questions n'est donc pas exhaustif. Les résultats des recherches et les statistiques provenaient de diverses sources basées sur différentes méthodologies, et certains étaient donc difficiles à concilier. Certaines informations ont été difficiles ou impossibles à obtenir, il faudrait donc faciliter l'accès aux résultats des recherches sur les jeunes et effectuer davantage de recherches.

1.1 Conditions économiques

Faibles revenus

Des rapports récents sur la pauvreté au Canada et dans la Région de l'Atlantique indiquent une prédominance des faibles revenus familiaux et un taux élevé de pauvreté infantile à Terre-Neuve et au Labrador.[1] En 1996, 41,6 pour cent des enfants de moins de douze ans de la province vivaient dans des familles dont le revenu était inférieur à 30 000 $ par an, contre seulement 30,8 pour cent au Nouveau-Brunswick, 35,2 pour cent à l'Î.-P.-É. et 25,7 pour cent dans l'ensemble du Canada (Simpson et Wood Catano 1998a:24). Le salaire horaire minimum de la province est de 5,25 $, un des plus bas au pays. En 1996, le taux de pauvreté des familles était de 16,6 pour cent, devancé seulement par celui du Québec et supérieur à la moyenne nationale de 14,8 pour cent (Conseil national du bien-être social 1998a:21).[2]

De 1990 à 1995, le taux de pauvreté infantile[3] à Terre-Neuve et au Labrador a augmenté de 6,4 pour cent, soit le double de l'augmentation nationale durant la même période. Le taux de 26,0 pour cent de 1995 était le plus élevé au pays. En 1996, il est retombé à 20,0 pour cent, ce qui est comparable à la moyenne nationale. Cependant, le taux de pauvreté de 1996

---

1 Au début de 1998, le Réseau pour la promotion de la santé communautaire atlantique (RPSCA) a publié un rapport statistique sur la pauvreté infantile dans le Canada atlantique basé sur des rapports du Conseil national du bien-être social, du Conseil canadien de développement social et de Développement des ressources humaines Canada/Statistique Canada. La plupart des statistiques contenues dans ces rapports proviennent de Statistique Canada (Simpson et Wood Catano 1998a, 1998b). Au printemps 1998, le Conseil national du bien-être social a publié des rapports sur la pauvreté, le bien-être et le chômage basés sur les données du recensement de 1996 (1998a,b).

2 Le taux de pauvreté des familles est basé sur le nombre de familles qui se trouvent sous le seuil de pauvreté. La plupart des études citées dans le présent rapport se basent sur les seuils de faible revenu de Statistique Canada pour définir le seuil de la pauvreté des familles. Le seuil de faible revenu est le niveau auquel une famille consacre 20 pour cent plus de son revenu brut à l'alimentation, au logement et aux vêtements que la famille moyenne. La famille canadienne moyenne consacre de 34,7 à 36,2 pour cent de son revenu brut à ces produits de première nécessité. La variation des pourcentages est due à l'utilisation d'années de base différentes. Les familles qui consacrent 20 pour cent plus que cela aux produits de première nécessité sont considérées à faible revenu. Les seuils de faible revenu varient en fonction de la taille de la famille et de la population de la région de résidence. En 1996, le seuil de faible revenu (année de base 1986) pour une famille de quatre personnes dans des villes de plus de 500 000 habitants était de 31 962 $. Dans les villes de moins de 30 000 habitants, il était de 24 922 $, et dans les régions rurales de 21 690 $ (Conseil national du bien-être social 1998a:5).

3 Le taux de pauvreté infantile est basé sur le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté dans tous les types de famille.

des enfants de familles dirigées par des mères seules était encore le plus élevé au pays à 72,1 pour cent (par rapport à un taux national de 65,3 pour cent). En 1996, 27 000 enfants de la province vivaient sous le seuil de la pauvreté, et des dizaines de milliers d'autres passaient à peine ce seuil (Conseil national du bien-être social 1998a:77; Simpson et Wood Catano 1998a:11).[8]

En 1996, le revenu estimé de bien-être social (y compris les prestations fédérales pour enfants et les crédits d'impôt) pour un couple ayant deux enfants était de 14 834 $, un des plus bas au pays. Pour une famille monoparentale ayant un enfant, il était de 12 989 $, ce qui est comparable à la plupart des provinces (Conseil national du bien-être social 1997/98:14-16). Le nombre des assistés sociaux a doublé dans cette province dans les années 90, comme dans le reste du pays. Ils étaient plus de 36 000 en 1997, soit environ 73 000 personnes sur une population d'un demi-million (Conseil national du bien-être social 1998b:18,65). Ces chiffres ont diminué en 1998 en raison d'une application plus stricte du régime, de l'émigration et d'une augmentation du nombre des emplois. Le nombre de personnes sur le bien-être social aurait été plus élevé durant cette période sans les programmes fédéraux d'aide aux personnes mises à pied dans les pêches.

Des statistiques récentes indiquent que la pauvreté est plus chronique ici qu'ailleurs en raison du taux élevé de chômage. Le recensement de 1996 indiquait que seulement trois pour cent des bénéficiaires d'aide sociale de la province avaient un revenu supplémentaire provenant de salaires, contre 14 pour cent dans l'ensemble du pays. Au cours des vingt dernières années, 76 pour cent des bénéficiaires sont demeurés sur le bien-être social durant plus de deux ans, ce qui est le pourcentage le plus élevé au pays, et bien supérieur à la moyenne nationale de 54 pour cent (Conseil national du bien-être social 1998b:29,51).

Une proportion plus élevée de jeunes de la province vivaient de l'aide sociale que dans le reste du pays. Le comité consultatif sur la politique sociale de la province a indiqué que 24 pour cent des jeunes (de 18 à 24 ans) ont reçu de l'aide sociale à un moment ou à un autre au cours de 1995 et que les jeunes représentaient 53 pour cent des nouveaux cas cette année-là (Politique sociale 1997b:10). En 1997, 22 pour cent des assistés sociaux étaient des personnes âgées de 18 à 24 ans, contre 16 pour cent dans l'ensemble du Canada (Conseil national du bien-être social 1998b:36). À la suite d'un changement de politique en 1997, on refuse maintenant l'aide sociale aux jeunes de plus de 18 ans qui vivent chez leurs parents. Le revenu estimé de bien-être social d'une personne employable célibataire en 1996 était de 2 701 $, soit un montant bien inférieur à celui accordé dans les autres provinces (Conseil national du bien-être social 1997/98:14-16).

Certains des rapports cités ci-dessus soulignent la relation existant entre la pauvreté et la mauvaise santé, le faible niveau d'éducation et le niveau d'alphabétisation, le logement insalubre et les comportements à risque élevé. Un rapport récent sur l'enfance en difficulté à Terre-Neuve et au Labrador résume le problème de la pauvreté infantile comme suit :

---

8 Les taux de pauvreté sont plus élevés dans les familles autochtones de la province. En [illegible], [illegible] pour cent des autochtones adultes de la province avaient un revenu de moins de [illegible] $, contre [illegible] pour cent dans l'ensemble de la province. Les enfants de moins de [illegible] ans constituent une proportion plus importante de la population chez les autochtones que dans l'ensemble de la population canadienne et ont davantage de problèmes de santé que les autres enfants canadiens (Simpson et Wood Catano 1998a:[illegible]).

> La colère, la mauvaise nutrition, la mauvaise santé, le logement insalubre, les niveaux élevés de stress et les faibles attentes pour l'avenir sont tous des facteurs reliés à la pauvreté et au faible niveau d'instruction.
>
> (Canning 1996:40)

Selon un sondage national sur la promotion de la santé effectué en 1990, 60,2 pour cent des habitants de Terre-Neuve et du Labrador pensaient qu'un revenu plus sûr améliorerait leur santé et leur bien-être, par rapport à 44,6 pour cent pour l'ensemble des Canadiens (Neville et Edwards 1993). Un récent rapport du gouvernement provincial sur l'état de santé s'inquiétait du fait que l'aggravation de la situation économique impose aux gens "une pression de plus en plus grande d'insécurité du revenu" (Neville et al 1994:80). Les auteurs indiquent qu'un chômage élevé combiné à des faibles revenus et à un faible niveau d'instruction constituent des menaces pour la santé dans les régions rurales :

> Ensemble, ces données indiquent un contexte économique oppressif dans lequel le stress découle de la pauvreté et de l'absence de reconnaissance sociale et de débouchés acquis par le travail. Ce stress a un effet négatif sur les personnes et les familles et limite leurs possibilités d'améliorer et de maintenir leur santé.
>
> (Neville et al 1994:39)

Le rapport recommandait que les stratégies de santé soient liées à un programme de "renouvellement économique" dans les régions rurales (Neville et al 1994:89).

Plus de 27 000 personnes dans la province ont droit à des paiements de soutien des programmes d'adaptation des pêches qui ont commencé dans les années 90. Bien que les paiements soient faibles, ils ont apporté une certaine sécurité à de nombreuses familles habituées aux fluctuations annuelles des revenus de la pêche côtière. Ils ont fourni à de nombreux parents un revenu régulier pour couvrir les fournitures scolaires, l'habillement, l'alimentation et d'autres besoins familiaux immédiats, mais pas suffisamment pour investir dans des engins et des navires de pêche coûteux pour de nouvelles pêches ou dans l'éducation postsecondaire de leurs enfants (Reid 1995:80-83; ACSM/TN 1994; Genge 1996:140-142).

Comme dans les autres régions du pays, une divergence progressive des revenus est visible dans les régions rurales de Terre-Neuve et du Labrador. Certains pêcheurs et transformateurs disposaient du capital nécessaire pour investir dans de nouvelles espèces lucratives comme le crabe, et ils font partie d'une catégorie prospère d'entrepreneurs, de professionnels et de travailleurs salariés des régions rurales. À l'autre extrême, il y a ceux qui doivent se contenter de maigres revenus provenant d'une combinaison de pêche, de travail salarié, de petite entreprise et d'aide gouvernementale.

Chômage

La fermeture des pêches au poisson de fond du Canada atlantique au début des années 90

a touché 30 000 personnes employées directement dans l'industrie et quelque 47 000 autres travaillant dans des entreprises connexes. Plus de 27 000 résidents de Terre-Neuve et du Labrador avaient droit à un soutien du revenu en vertu de La Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique (LSPA), et la plupart d'entre eux vivaient dans des régions rurales. LSPA a été remplacée par un programme à court terme en 1998, et on estime actuellement qu'environ 14 000 personnes seront sans aucuns autres moyens de subsistance à la fin de ce programme final. Par ailleurs, des gens ont été régulièrement exclus du programme depuis le début. De plus, même la sécurité minimum de LSPA n'était pas accordée aux travailleurs des pêcheries qui ne remplissaient pas les conditions et à d'autres qui dépendaient indirectement de la pêche.

Bien que la pêche se diversifie, elle ne sera pas le principal moyen de subsistance d'autant de pêcheurs et de travailleurs d'usine qu'auparavant pour le poisson de fond. La main-d'oeuvre de nombreuses communautés rurales a également été touchée par des cycles en dents de scie dans les mines et le pétrole marin, ainsi que par la baisse de l'emploi en foresterie et une réduction des emplois au gouvernement et dans le secteur des services. Au début de 1998, le taux de chômage officiel était de 16,8 pour cent, soit environ le double du taux national. Le chômage est beaucoup plus élevé dans la plupart des communautés rurales.

Le taux de chômage officiel des jeunes au début de 1998 était de 27,1 pour cent, soit le double du taux national. Le moratoire a touché certains jeunes qui avaient travaillé plusieurs années dans la pêche, et la plupart d'entre eux n'auraient pas eu droit à des prestations.

> Dans chaque communauté, on nous parle de jeunes qui avaient quitté l'école précocement pour pêcher et qui ont maintenant une instruction insuffisante, pas de soutien du revenu et aucun moyen de gagner leur vie.
>
> (ACSM/TN 1994:38)

Les possibilités pour les jeunes de trouver du travail temporaire et des emplois d'été ont également diminué. La demande de gardiennes d'enfants, de membres d'équipage, de travailleurs occasionnels d'usine, de commis et de manoeuvres a diminué. Davantage d'adultes se disputent les emplois existants (ACSM TN et L 1994:22).

Van Hook (1990) a expliqué comment les adolescents des communautés agricoles américaines participaient à l'entreprise familiale. De la même façon, les familles de pêcheurs de Terre-Neuve et du Labrador constituaient le centre d'une entreprise dans laquelle les jeunes ruraux ont joué un rôle depuis longtemps. On comptait beaucoup sur les jeunes pour travailler à plein temps dans les pêches. Ceux qui poursuivaient leurs études travaillaient le plus souvent avec la famille ou dans des usines de transformation du poisson durant l'été. L'emploi était une façon de se constituer une identité distincte, et les jeunes pouvaient prendre leurs parents et d'autres adultes comme modèles du genre de travail qu'ils feraient. La perte de cette possibilité a une dimension sociale, personnelle et économique.

Dans une étude effectuée avant le moratoire auprès de personnes âgées de 16 à 29 ans dans la péninsule Great Northern (O'Grady 1993), 77 pour cent des répondants ont indiqué qu'ils

préféreraient plutôt travailler à plein temps au salaire minimum que de toucher le même montant d'argent de l'assurance-emploi. Cinquante pour cent avaient quitté l'école, 75 pour cent de ceux qui l'avaient quittée pensaient que c'était une erreur, et 68 pour cent d'entre eux prévoyaient reprendre leurs études. Bien que le taux de chômage des jeunes variait de 40 à 80 pour cent dans ces communautés à cette époque, de nombreux jeunes travaillaient dans l'économie informelle. Pour les garçons, c'était la pêche, la chasse et la réparation des voitures; pour les filles, c'était surtout la garde des enfants (O'Grady 1995 75-98).

Les jeunes de Terre-Neuve et du Labrador sont un peu pessimistes quant à leurs perspectives d'emploi dans les années 90, comme dans d'autres régions du Canada. C'est le cas même chez ceux qui ont l'intention de déménager dans des zones urbaines pour les études et le travail (George 1996; Reid 1995; Sharpe et Spain 1995).

Des programmes d'emploi, d'entreprise et de perfectionnement professionnel à l'intention des jeunes sont appliqués dans l'ensemble de la province, appuyés par des organismes fédéraux et provinciaux en partenariat avec des commissions scolaires, des entreprises et des organismes communautaires.[7] Le Conseil des services communautaires à St. John's a récemment préparé un répertoire de ces programmes et a déclaré publiquement qu'un manque de coordination entre les organismes promoteurs mène à un chevauchement des activités dans certains domaines et à un service insuffisant dans d'autres. Un autre problème de ces programmes est leur nature de court terme. Le Conseil a proposé la création d'un institut de la jeunesse pour aider les jeunes à trouver du travail par l'intermédiaire de services d'information et de coordination. Développement des ressources humaines Canada (DRHC) a annoncé un plan controversé d'arrêt du financement de l'alternance travail-études et des programmes des jeunes stagiaires dans les écoles secondaires et de réaffectation de l'argent aux jeunes en chômage qui ont quitté l'école. DRHC collabore également avec le ministère provincial des Ressources humaines et de l'Emploi pour élaborer une nouvelle Stratégie emploi jeunesse.

Émigration

La population de la province (563 600 en 1997) a fortement diminué depuis 1993, en partie en raison d'un faible taux de natalité, mais surtout à cause de l'émigration. La migration inter-provinciale nette est passée de -7 111 en 1990-1991 à -9 285 en 1996-1997 (Terre-Neuve et Labrador 1998a: 8-8). Des familles entières font partie de cette nouvelle vague d'émigration. La perte de population se fait le plus sentir dans les régions rurales, où il n'est pas rare qu'une communauté perde de un cinquième à un tiers de ses résidents. L'érosion de l'assiette fiscale et la réduction des services gouvernementaux provinciaux et fédéraux créent des difficultés à ceux qui restent.

[7] [illegible]

Les gens âgés de moins de 30 ans constituent la plus grande proportion des émigrants. En 1996-1997, [illegible] pour cent des émigrants appartenaient au groupe d'âge des 15 à 29 ans (Terre-Neuve et Labrador 1998a: 7). La plupart des émigrants sont instruits. Au cours des dernières décennies, près de 80 pour cent des jeunes qui quittaient la province détenaient un diplôme d'études secondaires et environ la moitié étaient également diplômés d'un établissement postsecondaire (Terre-Neuve et Labrador 1997: 8).

Lors d'une conférence jeunesse provinciale qui a eu lieu à Grand Falls-Windsor en mars 1998, l'émigration était un sujet de préoccupation majeur. Certains participants ont exprimé le point de vue général que les jeunes instruits partent et ceux qui n'ont pas d'instruction postsecondaire sont abandonnés à leur sort. Certaines des personnes qui avaient l'intention de partir ont dit qu'elles le faisaient à contre-coeur et qu'elles reviendraient si elles pouvaient lancer une entreprise ou trouver un emploi.

Un sondage effectué en 1996 auprès de [illegible] ménages de la péninsule Bonavista, une région qui dépend de la pêche, a révélé que [illegible] pour cent des personnes âgées de moins de [illegible] ans prévoyaient partir dans les cinq ans, par rapport à [illegible] pour cent chez les personnes âgées de [illegible] à [illegible] ans. Plus de la moitié des personnes ayant été à l'école secondaire prévoyaient partir. La principale raison du départ était de trouver du travail, et non parce qu'ils n'aimaient pas la région (Sinclair 1997: [illegible]). Dans une étude effectuée auprès de [illegible] familles déplacées par la pêche dans la même région (Canning et Strong 1997), [illegible] pour cent des parents s'attendaient à ce que leurs enfants quittent la région, et [illegible] pour cent des adolescents prévoyaient partir, bien que beaucoup aimaient leur communauté et voulaient y rester. Plus de la moitié des parents [illegible] prévoyaient partir, mais étaient pessimistes quant aux perspectives d'emploi ailleurs. Un sondage effectué auprès de 200 étudiants du secondaire de la péninsule Great Northern a révélé que bien que plus des trois quarts d'entre eux préféreraient travailler près de chez eux, presque tous étaient prêts à déménager pour trouver du travail (Gange 1996: [illegible]).

1.2 Éducation

Alphabétisation et niveau d'instruction

Un pourcentage plus faible de la population générale a complété l'école secondaire que dans l'ensemble du Canada. Cependant, cela est dû en grande partie aux faibles niveaux d'instruction des personnes âgées de [illegible] ans et plus (Terre-Neuve et Labrador 1998a: [illegible]). Le niveau d'instruction des personnes âgées de 15 à 24 ans a augmenté de façon spectaculaire depuis le début des années 70. Les taux de participation aux études postsecondaires (collèges et universités) ont à peu près doublé et sont maintenant comparables aux taux nationaux (Terre-Neuve et Labrador 1995: [illegible]; 1998a: [illegible]). Une proportion croissante de la population en âge d'être parents a complété des études secondaires ou postsecondaires, et de nombreux travailleurs des pêches mis à pied ont pris des cours d'éducation de base pour adultes (Terre-Neuve et Labrador 1997: 5).

[illegible]

[illegible]

Éducation secondaire

[illegible]

[illegible]

[illegible]

l'enseignement spécial indique que le problème persiste et que le ministère de l'éducation devrait fournir une allocation pour les orthopédagogues dans les écoles.

> Les enfants qui ont besoin d'une aide orthopédagogique ou supplémentaire pour se maintenir à niveau ou à peu près doivent actuellement obtenir cette aide d'enseignants déjà surchargés ou le plus souvent d'enseignants de l'instruction spéciale qui n'en ont ni le temps ni la formation. Les enfants qui se sentent incompétents à l'école développent souvent des problèmes de comportement qui s'ajoutent aux exigences de l'enseignement régulier et spécial.
>
> (Canning 1996:40)

Il y a peu d'écoles parallèles pour les élèves qui ont des problèmes dans le système scolaire régulier. Certaines écoles ont des programmes d'enseignement par les pairs ou d'aide aux devoirs, mais les ressources sont limitées. Le travail des services de coordination pour les élèves à risque revient aux conseillers en orientation, qui doivent satisfaire les besoins de tous les élèves, et qui peuvent également enseigner en classe. Le ratio provincial de conseillers par élèves est de 1:1 000, ce qui est inférieur à beaucoup de provinces. Les conseillers ruraux desservent des écoles très dispersées et ont des difficultés à visiter chacune d'elles chaque semaine (Canning 1996:236-240; Newfoundland House of Assembly 1996:107).

Les conseillers en orientation de certaines régions ont découvert que davantage d'élèves réguliers ont besoin d'une aide immédiate sur des aspects scolaires ou de carrière, en raison de l'anxiété et du stress reliés au moratoire. Ils disent qu'une bonne partie de leur travail consiste à maintenir la motivation des élèves à terminer leurs études.

> Des conseillers se sont dits particulièrement préoccupés par les besoins extrêmes dans les domaines des services psychologiques, de la motivation et de la sensibilisation à la carrière, compte tenu des pourcentages élevés des personnes au chômage et de l'absence de modèles de fonction professionnelle dans tant de communautés aujourd'hui...
>
> (Scanning 1996:239)

Au cours des dix dernières années, le système éducatif a instauré davantage de programmes de formation professionnelle et de dynamique de la vie, et à la fin des années 80 et au début des années 90 le gouvernement fédéral a fourni des fonds pour aider les élèves qui risquent de décrocher. Les conseillers en orientation disent qu'ils aimeraient mettre en oeuvre davantage de programmes d'habiletés scolaires, de prévention du décrochage, de motivation et de sensibilisation à la carrière pour tous les élèves, mais ils n'en ont pas le temps. Les commissions scolaires ne disposent pas toutes des ressources nécessaires pour des programmes supplémentaires. Certaines ont organisé des salons des carrières et d'autres événements mais n'ont pas d'argent pour les programmes de suivi (Scanning 1996:236; Reid 1995:85-87; Politique sociale 1997a:47-48; communication personnelle avec des conseillers en orientation). Il y a environ six ans, DRHC a commencé à financer les commissions scolaires pour instaurer l'alternance travail-études et des programmes de stages donnant aux élèves de l'expérience de

travail avec des employeurs communautaires. Des conseillers ont parfois également placé des étudiants à risque dans ces programmes de travail. La récente décision de DRHC d'arrêter de financer l'alternance travail-études force les commissions scolaires à couper dans les programmes.

Les étudiants sont d'avis qu'il est nécessaire de renforcer les liens entre l'école et la carrière afin qu'ils puissent choisir plus tôt une carrière. Ils veulent un meilleur accès à l'information, davantage de prospection des carrières pratique, davantage de programmes d'alternance travail-études et davantage de participation des entreprises locales. Cela a été souligné lors de récentes consultations tenues par le Conseil des services communautaires à St. John's, et lors de conférences jeunesse ces dernières années. Par exemple, lors d'une conférence jeunesse d'un district scolaire en 1995, dans une région de l'Est de Terre-Neuve fortement touchée par le moratoire, des élèves ont indiqué ne pas avoir suffisamment de temps avec les conseillers en orientation pour la prospection des carrières. Dans certains cas, c'était parce que les conseillers étaient trop occupés à donner des cours. Ils ont réclamé instamment davantage d'initiatives relatives aux carrières pour les aider à réorienter leur vie face au chômage et au pessimisme dans leur communauté. À la suite de cette conférence, la commission scolaire a libéré certains conseillers et donné une grande priorité aux programmes de formation professionnelle et de motivation (voir la section 1.6).

Éducation postsecondaire

Le taux de participation aux études postsecondaires à Terre-Neuve se rapproche de la moyenne canadienne. D'après une étude des diplômés d'école secondaire effectuée avant le moratoire (Sharpe et Spain 1993, Sharpe et White 1993), 48 pour cent d'entre eux se sont inscrits dans une institution postsecondaire la même année, et 14,8 pour cent de plus y étaient inscrits au bout de 18 mois. En 1995 et 1996, des sondages du gouvernement révélaient que les deux tiers des diplômés d'école secondaire s'étaient inscrits dans une institution postsecondaire dans l'année suivant l'obtention de leur diplôme (Terre-Neuve et Labrador 1995,1998a:67).

Une partie de l'augmentation est due à des programmes de la fin des années 80 et du début des années 90 qui ont aidé les jeunes à faire la transition de l'école secondaire. Une bonne partie est due à l'absence d'autres emplois (Terre-Neuve et Labrador 1995:3-31,1998a:69). Il est évident que de nombreux élèves qui auraient préféré trouver directement un emploi s'inscrivent au collège ou à l'université (Genge 1996:148). Cependant, les étudiants accordent également davantage d'importance à l'instruction postsecondaire et aux carrières hors de la pêche, ce qui correspond aux tendances observées dans d'autres régions rurales qui connaissent des changements économiques (ACSM/TN 1994; Reid 1995:76). Dans l'étude des familles de la péninsule Bonavista citée précédemment (Scanning et Strong 1997), 64 pour cent des parents ont indiqué en 1994 qu'ils voulaient une éducation postsecondaire pour leurs enfants. En 1997, ce taux était passé à 83 pour cent. Environ 90 pour cent des adolescents avaient l'intention des faire des études postsecondaires et de choisir une carrière hors de la pêche.

Les élèves rencontrent des obstacles de coût, d'accessibilité et de rendement scolaire. Les normes d'admission à l'université ont été fortement relevées au cours des cinq dernières années. De nombreux élèves ont dû s'inscrire sur des listes d'attente pour les cours des collèges publics, et certains ont eu l'impression d'être déplacés par des travailleurs des pêches en chômage participant à des programmes de formation de DRHC (ACSM/TN 1994; Reid 1995:79). Le retard est également dû à des coupures dans le financement des collèges publics, qui ont entraîné la suppression de cours et de campus. Des étudiants se sont tournés vers des collèges privés plus chers pour suivre des cours. Les frais de scolarité ont augmenté dans toutes les établissements postsecondaires, et la charge des frais de scolarité (pourcentage du revenu personnel) est une des plus élevée au pays (Terre-Neuve et Labrador 1998a:102). Des étudiants et leur famille ont indiqué que les frais de scolarité représentent un problème (ACSM 1994; Politique sociale 1997a:50-51). C'était un des principaux points traités aux deux conférences jeunesse citées précédemment.

Dans l'étude des diplômés effectuée avant le moratoire citée ci-dessus, les jeunes ruraux était plus souvent au collège qu'à l'université et le groupe qui n'était pas inscrit dans un établissement après 18 mois était composé de 55,9 pour cent d'hommes et de 68,7 pour cent de ruraux. Les raisons données de ne pas s'inscrire comprenaient des notes basses à l'école secondaire, l'attente d'un cours, l'indécision à propos d'un cours, les frais de scolarité ou le désir d'autonomie. La plupart d'entre eux avaient trouvé du travail durant l'année. Seulement la moitié d'entre eux avaient un père qui travaillait à plein temps, contre 70 pour cent pour ceux qui étaient allés au collège ou à l'université. Seulement un quart d'entre eux prévoyaient obtenir une aide financière substantielle de leurs parents pour les études postsecondaires, alors que près de la moitié de ceux déjà inscrits s'attendaient à une telle aide (Sharpe et White 1993:1-5; Sharpe et Spain 1993:41-169).

Dans le sondage gouvernemental de 1996 (Terre-Neuve et Labrador 1998a), 13,4 pour cent des élèves qui n'étaient pas inscrits dans un collège ou une université étaient retournés à l'école pour relever leurs notes, 14,3 pour cent n'étaient pas intéressés, 25,1 pour cent avaient trouvé du travail et les autres étaient indécis ou en attente de programmes. Ils étaient 18,7 pour cent à mentionner le coût comme un obstacle, par rapport à 16,5 pour cent en 1995 (p.67-68). À peu près à la même époque, un sondage effectué auprès de 240 élèves de la péninsule Great Northern (Genge 1996) a révélé que bien que 90 pour cent d'entre eux prévoyaient faire des études postsecondaires au cours des cinq années suivantes, seulement 65 pour cent prévoyaient le faire dans l'année. La principale raison donnée pour attendre était le manque d'argent, suivie par la difficulté de choisir un programme, le désir de devenir autonome et le manque de confiance dans leurs capacités scolaires.

1.3 Milieu social

Famille et communauté

De nombreuses études des incidences de la crise économique sur les familles indiquent que les adolescents sont très touchés. Dans les sociétés rurales, l'identité individuelle est fermement ancrée dans la famille et dans sa place dans la communauté. La perte des moyens de subsistance, l'incertitude en l'avenir et le changement des rôles traditionnels de pourvoyeurs dans la famille peuvent entraîner un accroissement des tensions, le parentage inconstant et la démission des parents (Reid 1995:78-95; Van Hook 1990:72-74).

Il y a toujours eu dans les communautés rurales de Terre-Neuve et du Labrador une forte structure d'entraide dans la famille, l'église et la communauté. Les chercheurs en ont souvent tenu compte pour expliquer le faible niveau de stress relevé dans cette région par rapport à l'ensemble de la population canadienne (Elgar 1995:47). Un sondage effectué auprès des élèves d'écoles secondaires rurales et urbaines en 1990 a révélé que la plupart des adolescents accordaient une grande importance à l'influence parentale dans leur vie, et la plupart ont indiqué avoir une vie familiale heureuse malgré des disputes avec les parents (Bennett et Westera 1994; Westera et Bennett 1994). Cependant, le moratoire de la morue a créé des tensions dans certaines familles. Les professionnels de l'enseignement et de la santé, et l'ensemble des résidents de la communauté, indiquent que les adultes touchés par le moratoire ont connu l'isolement social, l'absence de but, la dépression et l'anxiété face à l'avenir. Des parents qui ont été touchés ont fait état d'augmentation des tensions familiales et de tentatives de cacher leurs problèmes à leurs enfants. Cependant, de nombreux parents et enfants indiquent que leur famille s'est rapprochée (ACSM/TN 1994; Reid 1995; exposés présentés au Newfoundland House of Assembly Select Committee on Children's Interests 1996).

La conférence jeunesse de la commission scolaire de l'Est de Terre-neuve avait été précédée de consultations en petits groupes avec des familles touchées par le moratoire. Des parents ont fait état de sentiments de frustration, d'ennui, de désespoir et d'anxiété face à l'avenir. Ils se sentaient coupables de ne pas pouvoir subvenir aux besoins immédiats ou à l'éducation de leurs enfants. Les jeunes ont expliqué qu'ils réclamaient moins de choses matérielles et se sentaient coupables parce que leurs parents se sacrifiaient pour eux. Certains étaient frustrés de ne pas avoir pu convaincre leur famille de parler de ses problèmes. Ils ont vu leur communauté mourir et entendu leurs parents leur dire de partir même si beaucoup voulaient rester.

Certains conseillers en orientation indiquent que davantage d'élèves du premier et du deuxième cycles de l'école secondaire demandent de l'aide à cause de la perte du soutien affectif et de l'orientation de leurs parents. Cependant, ils pensent qu'il y a une variété de raisons à cette absence de soutien : certains parents sont soumis à des agents stressants reliés au chômage, alors que d'autres sont trop occupés à travailler pour consacrer du temps à leurs enfants. Un des problèmes relevés par ces conseillers est l'absence de possibilités pour les parents de participer aux activités scolaires dans les classes avancées (communication personnelle avec des conseillers en orientation).

Tel qu'indiqué précédemment, les changements de l'économie accentuent la différentiation sociale dans les communautés rurales. Certaines sont prospères dans les pêches, alors que d'autres arrivent à peine à joindre les deux bouts. Certaines personnes ont perdu leur emploi et n'étaient

pas admissibles à LSPA. Il y a de plus en plus de divisions sociales entre les familles à haut revenu et à bas revenu, et entre ceux qui touchent des indemnités et ceux qui n'en ont pas. Des enfants sont l'objet de rancoeur et de discrimination parce que leurs parents touchent des indemnités (ACSM/TN 1994:40).

En 1995, un sondage sur le stress et d'autres indicateurs de santé a été effectué dans la péninsule Bonavista (Gien et Solberg 1997; Solberg 1997) et portait en partie sur ce que les gens pensaient de leur communauté. La recherche était basée sur la documentation des "communautés prospères", qui porte sur des aspects comme la solidarité communautaire, un environnement sûr et durable, une économie active, un niveau élevé de participation, de bons services et des résidents en bonne santé. À l'inverse, on pourrait s'attendre à ce que les gens des communautés connaissant des difficultés économiques se sentent aliénés, soient méfiants à l'égard des institutions et n'aient pas confiance dans les ressources communautaires, et à ce qu'il y ait davantage de problèmes de santé et de comportement. La plupart des résidents du sondage étaient satisfaits de leur communauté, bien qu'ils aient indiqué des problèmes sociaux qui selon eux s'étaient aggravés depuis le moratoire, comme l'ennui, le stress, l'anxiété, l'incertitude et la consommation abusive d'alcool et autres drogues. La perte de population et les tensions accrues dans la communauté étaient reliées au moratoire et les gens se posaient des questions sur l'avenir de leur communauté. Ils avaient peu confiance dans les institutions autres que l'enseignement et la santé (Solberg 1997:4).

L'étude des familles de la péninsule Bonavista (Canning et Strong 1997) portait sur les incidences du moratoire sur les familles et la communauté. Bien que les parents montraient des signes de stress, les valeurs de l'échelle d'évaluation de l'adaptabilité et la cohésion des familles (EEACF)) indiquaient que les familles étaient cohésives et s'adaptaient bien aux nouvelles circonstances. Les parents se sentaient fortement attachés à leurs parents, amis et communauté, et la majorité d'entre eux participaient à des activités bénévoles. Les adolescents étaient heureux de vivre dans la région, et indiquaient que la famille et les amis leur apportaient du soutien. Ce groupe de familles ne montrait pas les niveaux élevés de détresse, d'anxiété sociale et de soutien social affaibli décrits dans certains des travaux portant sur le chômage et les familles. Les chercheurs pensaient qu'une forte structure d'entraide et un soutien de revenu de LSPA aidaient les familles et les communautés à s'adapter à court terme. Ils ont averti que les effets nuisibles pourraient augmenter avec la fin de LSPA et l'émigration continue des jeunes.

Milieu scolaire

La Commission royale sur l'éducation a indiqué en 1992 que les changements importants survenus dans la société avaient exercé de la pression sur les écoles pour s'occuper des problèmes sociaux et financiers des élèves ainsi que de leurs besoins scolaires. Le rapport citait des facteurs comme la pauvreté, des parents qui consacrent moins de temps à leurs enfants, la désintégration des familles et le faible niveau d'instruction des parents. Davantage d'élèves viennent à l'école avec une faible estime de soi ou des problèmes affectifs et comportementaux (Terre-Neuve et Labrador 1992:333-364). Une étude effectuée auprès de 212 élèves ruraux de la septième à la

neuvième année (Klas et Wellman 1993) a révélé que la gestion du travail scolaire et les problèmes d'estime de soi et d'identité étaient les principaux facteurs de stress auxquels ils étaient confrontés. Les auteurs ont indiqué que les écoles devraient aider les étudiants à acquérir des habiletés en gestion du temps et en adaptation.

Dans des sondages récents du ministère de l'Éducation, plus de la moitié des élèves du premier et du deuxième cycles des écoles secondaires ont répondu par l'affirmative quand on leur demandait si l'école était un endroit où ils aimaient être, où ils apprenaient comment se comporter avec les autres et où ils se sentaient en sécurité. La plupart pensaient qu'ils pouvaient s'acquitter de leur travail et que leurs professeurs étaient serviables et justes, mais ils étaient moins enthousiastes à propos du programme. Ces attitudes positives étaient plus fortes parmi les élèves ruraux. Cependant, une minorité importante d'élèves urbains et ruraux pensaient que leur école n'était pas sûre, et qu'il y a avait de la violence et du harcèlement chez les élèves (Terre-Neuve et Labrador 1997:35-39).

En raison de l'accroissement de la violence et de la perturbation dans les écoles, des mesures ont été prises pour mettre sur pied des équipes chargées de la sécurité à l'école, pour former le personnel et pour accroître la participation des parents. Les commissions scolaires ont instauré des programmes anti-intimidation et de sensibilisation à la violence (voir la section 2). On a réclamé davantage de conseillers en orientation et le placement de travailleurs sociaux dans les écoles (Terre-Neuve et Labrador 1996:90, 104-105; Politique sociale 1997a,b). La Commission royale sur l'éducation a recommandé la création d'équipes multidisciplinaires de personnel des écoles, de travailleurs sociaux, de professionnels de la santé et autres (Terre-Neuve et Labrador 1992:347). Des équipes informelles sont à l'oeuvre dans certaines régions. Le nouveau modèle de service intégré du gouvernement provincial pour les organismes d'éducation, de santé, de bien-être social et de justice est conçu en partie pour résoudre ces problèmes (voir la section 1.5).

Loisirs et relations sociales

Bennett et Westera (1994), dans le rapport de leur sondage de 1990 sur les élèves de l'école secondaire, ont souligné l'importance des relations pour ce groupe d'âge et leur besoin de conditions favorables. Un bon nombre des adolescents sondés avaient l'impression que les adultes de leur communauté manquaient de confiance en eux et ne comprenaient pas leurs besoins, notamment en ce qui concerne les loisirs et les relations sociales.

Des jeunes ont décrit leur communauté comme "ennuyeuse", qu'il n'y avait "rien à faire" et "pas d'endroit où aller" (Boys and Girls Club 1994; Seyfrit 1993:37-43). Un bon nombre des mémoires présentés au Newfoundland House of Assembly's Select Committee on Children's Interests indiquaient le manque de loisirs et d'activités parascolaires dans les communautés rurales. Les adolescents ont indiqué à plusieurs reprises dans les conférences et les études que l'augmentation de la consommation d'alcool et de drogues est reliée à une absence de solutions de rechange. Klas et Wellman (1993), dans leur étude sur les jeunes adolescents ruraux, ont constaté que malgré un niveau élevé de participation aux sports non organisés, peu d'élèves participaient à

des sports organisés, qui avaient tendance à être réservés aux meilleurs athlètes. Un bon nombre des sondages, des consultations et des conférences jeunesse qui ont eu lieu dans la province ont réclamé que davantage de loisirs et de sports organisés bon marché et accessibles soient organisés par les groupes communautaires, les conseils et les écoles. Un rapport provincial sur l'état de santé de 1994 (Neville et al) incluait les activités physiques organisées non-compétitives dans le cadre de stratégies de promotion de la santé des jeunes (p. 86). Les auteurs du sondage de 1990 cités ci-dessus (Westera et Bennett 1994) ont recommandé que les jeunes participent directement à l'élaboration des programmes récréatifs et d'autres activités communautaires (pp. 528-529).

Depuis le début des années 90, le gouvernement provincial a réduit le financement des organisations offrant des services aux jeunes, y compris Boys and Girls Clubs et Big Brothers/Big Sisters qui offrent des programmes aux jeunes à risque. Un conseil consultatif provincial sur la jeunesse a également été démantelé au début des années 90. Dans un mémoire adressé au gouvernement en 1994, les Boys and Girls Clubs ont indiqué que les coupures budgétaires réduisaient le nombre des organisations de jeunesse et préparaient "un avenir précaire pour les jeunes à un moment où les bouleversements économiques, sociaux et culturels rendent le soutien communautaire absolument essentiel" (Boys and Girls Clubs 1994).

Sexe

Le succès scolaire et les taux d'obtention de diplôme sont régulièrement plus bas chez les garçons que chez les filles, et les garçons sont plus susceptibles de prendre une année de plus pour finir l'école secondaire. Les évaluations de la qualité de la vie scolaire par les garçons sont inférieures (Terre-Neuve et Labrador 1997:12-13, 25). En 1996, il y a avait davantage de jeunes femmes que de jeunes hommes qui avaient fait des études postsecondaires (Terre-Neuve et Labrador 1998a:33). Dans l'étude des diplômés d'école secondaire de 1989/1990 mentionnée précédemment (Sharpe et White 1993), une forte proportion de ceux qui ne sont pas allés immédiatement au collège ou à l'université étaient des garçons des régions rurales. Une étude récente des élèves d'école secondaire de la péninsule Great Northern (Genge 1996) indiquait que davantage de garçons que de filles avaient des problèmes à se lancer dans une carrière.

Dans un récent sondage provincial sur l'utilisation des drogues par les étudiants, les garçons ont indiqué consommer davantage d'alcool que les filles, mais tout indique que l'écart se réduit entre les sexes. Il y a un peu plus de filles que de garçons qui indiquent avoir fumé, ce qui est un renversement de la tendance précédente (Spurrell 1996:6-9). D'autres études sur les élèves d'école secondaire de la province ont révélé que les filles vont voir des conseillers en orientation plus souvent que les garçons et sont plus susceptibles de parler de stress, des symptômes de dépression et des situations conflictuelles avec les amis et la famille. Cette différence entre les sexes a été relevée dans des études similaires ici et ailleurs, et elle a souvent été reliée à une plus grande disposition des filles à demander de l'aide (Elgar 1995:50;, Klas et Wellman 1993). Les différences entre les sexes en ce qui concerne le rendement scolaire, la consommation d'alcool et de drogues et les problèmes affectifs rapportés par les intéressés indiquent également des différences dans la façon dont les garçons et les filles gèrent le stress.

Les différences entre les sexes en qui concerne les attitudes et les attentes demeurent importantes. Une recherche récente indique que les adolescentes hésitent encore davantage que les garçons à se procurer des moyens contraceptifs, ou à dire qu'elles en ont, de peur d'être stigmatisées (communication personnelle avec des représentants du ministère de la Santé et des Services communautaires). Un sondage effectué auprès de 1045 élèves d'écoles secondaires de l'ensemble de la province (Morrison et al 1997) a révélé que les adolescents étaient plus portés que les adolescentes à avoir des attitudes négatives en ce qui concerne l'homosexualité et des croyances erronées sur la coercition sexuelle. Cela est relié à la pression exercée sur les garçons pour se conformer à des rôles masculins traditionnels. Les chercheurs pensent que les programmes éducatifs s'occupent de la tendance des adolescentes à être "réduites au silence". La Commission royale sur l'éducation a fait remarquer que, malgré la politique officielle, les stéréotypes sexuels demeuraient un problème dans les écoles, et elle a réclamé la suppression du sexisme dans les programmes et dans l'orientation professionnelle (1992:344-45). Les stéréotypes sexuels et le harcèlement sont maintenant intégrés dans les programmes de prévention de la violence dans les écoles.

1.4 Pratiques de soins personnels

Santé mentale, stress et stratégies d'adaptation

L'état de santé auto-évalué des habitants de Terre-Neuve et du Labrador est le meilleur au pays. Plus des deux tiers des gens évaluaient leur santé comme très bonne ou excellente dans un sondage sur la santé de Statistique Canada effectué en 1994/1995 (NLCHI 1997:16). Les niveaux de stress indiqués par les intéressés de Terre-Neuve et du Labrador sont inférieurs à la moyenne nationale. Le sondage sur la promotion de la santé de 1990 a révélé que seulement 8,5 pour cent des habitants de Terre-Neuve et du Labrador considéraient que leur vie était très stressante, par rapport à 12,3 pour cent de l'ensemble des Canadiens (Neville et al 1994:67). La proportion des personnes qui signalent un épisode dépressif important durant l'année précédente est également une des plus faibles au pays. Davantage de personnes à faible revenu que de personnes à revenu élevé ont signalé ces incidents (NLCHI 1997:20).

Le sondage sur la promotion de la santé de 1990 a révélé que les jeunes de la province avaient également des niveaux de stress inférieurs aux autres régions du Canada. Parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans, 39,5 pour cent considéraient leur vie comme stressante, et 55,8 pour cent ont indiqué que leur vie n'était pas très stressante, ou pas du tout (Neville et al 1994:68). Cependant, les adolescents ont le même taux de dépression clinique qu'ailleurs, soit environ 10 pour cent (Elgar 1995). Dans les années 80, les taux de suicide étaient inférieurs à la moyenne canadienne, même en tenant compte de la sous-déclaration. Les taux étaient plus élevés au Labrador, tant chez les autochtones que les non-autochtones (Aldridge et St. John 1991).

Un sondage effectué auprès de 216 adolescents ruraux au début des années 90 (Elgar 1995) a révélé que leur cote est relativement faible dans le Children's Depression Inventory, ce

qui indique peu de symptômes de dépression, que l'auteur attribue au fort soutien social qui existe dans les communautés rurales. Cependant, leurs niveaux sur la Checklist of Adolescent Problem Situations étaient plus élevés que ceux d'un groupe d'adolescents urbains des États-Unis. Cet indice mesure la fréquence et l'intensité des sentiments d'impuissance dans des situations de problèmes sociaux (Elgar 1995:47-48).

Une étude effectuée avant le moratoire dans la péninsule Great Northern (O'Grady, 1993) portait sur les aspects psychologiques d'un groupe de chômeurs âgés de 16 à 29 ans, dans une région où 40 à 80 pour cent des jeunes étaient en chômage. Les symptômes dépressifs étaient plus faibles que prévu, en se basant sur d'autres études de populations touchées par le chômage. Les deux tiers d'entre eux ont indiqué des symptômes comme la "déprime", la solitude ou le sommeil agité au moins "de temps en temps" ou plus souvent. Les pourcentages étaient plus bas chez les garçons et parmi la moitié la plus âgée de l'échantillon. Le chercheur pense que la participation des jeunes à l'économie informelle pourrait avoir contrebalancé certains effets psychologiques négatifs du chômage (pp. 168-171).

Des recherches menées au Canada et aux États-Unis ont révélé que les mises à pied massives dans une région peuvent avoir un effet sur la santé mentale des adolescents. Les jeunes sont à risque pour la faible estime de soi, la dépression, l'isolement social, les mauvais résultats scolaires, les problèmes de comportement et la consommation d'alcool et de drogues (Hutchens et Heffernan 1993; Reid 1995:78-82; Van Hook 1990). Des études de la crise agricole américaine ont révélé que les adolescents signalent davantage de stress, d'inquiétude, de dépression, de solitude et de sentiments de culpabilité. Cependant, ces études ne relevaient pas toutes des niveaux importants de ces problèmes. Un bon nombre ont relevé que les adolescents avaient un bon soutien social de la part de la famille et des amis et qu'ils avaient des façons efficaces de lutter contre le stress. Les adolescents réagissaient différemment à la crise. Par exemple, certains ressentaient davantage de pression pour réussir à l'école, alors que d'autres avaient un mauvais rendement scolaire. Il y a avait une tendance à cacher ses problèmes affectifs aux étrangers (Van Hook, 1990:73-78).

Peu de sondages ont été effectués sur le stress relié au moratoire. Le sondage sur le stress de la péninsule Bonavista (Gien et Solberg 1997) a constaté que la plupart des répondants avaient des niveaux de détresse moyens à élevés d'après le Questionnaire sur l'état de santé général (QESG), mais que le niveau de stress indiqué par les intéressés avait tendance à être inférieur. Les personnes qui déclaraient se sentir stressées par le moratoire montraient également des niveaux de détresse plus élevés sur le QESG. Celles qui avaient perdu leur emploi avaient davantage tendance à dire que le moratoire nuisait à leur santé et à leurs niveaux de stress et causait des tensions familiales. L'indicateur de détresse le plus élevé sur le QESG était la dysfonction sociale, comme le sentiment d'ennui, de ne pas savoir quoi faire de son temps et de ne pas aimer les tâches quotidiennes. L'étude des familles touchées par le moratoire dans la même région (Canning et Strong, 1977) a révélé que les parents indiquaient des niveaux de stress supérieurs à la moyenne. Cependant, les adolescents et les jeunes enfants se situaient dans la normale pour des indicateurs comme l'anxiété sociale et la dépression.

Un sondage effectué dans l'Ouest de Terre-Neuve a révélé des niveaux élevés de détresse chez les adolescents. La Community Mental Health Initiative a mené des sondages et des interviews auprès de plus de 800 élèves de six écoles secondaires en 1994-1995. Ils ont révélé que 30 pour cent des jeunes n'avaient une bonne santé mentale que "de temps en temps" ou même moins souvent. Ce pourcentage était supérieur à ceux d'études similaires effectuées en Ontario et aux États-Unis. Le stress est apparu sous la forme de "déprime", de consommation d'alcool et de drogues et de problèmes scolaires. Les élèves ont dit avoir besoin de conseillers, de groupes ou de numéros d'urgence pour parler de leurs problèmes (CMHI 1995).

La plupart des données sur les incidences affectives du moratoire proviennent de comptes rendus de conseillers et de professionnels de la santé mentale, ainsi que de rapports de réunions et d'interviews dans lesquels des adultes et des jeunes avaient parlé de la situation de leur communauté (ACSM/TN 1994, Educational Planning 1994, Comité des femmes de FFAW 1994). À la conférence des commissions scolaires de l'Est de Terre-Neuve, des élèves ont déclaré qu'ils se sentaient coupables à cause des sacrifices faits par leurs parents et incertains de leur propre avenir. Ils ont parlé de conflits dans certaines familles et de gens qui se mettent à consommer de l'alcool. Des professionnels de la santé mentale de diverses régions ont constaté une augmentation des symptômes de stress et de dépression dans les régions touchées par le moratoire. Les conseillers en orientation scolaire ont été davantage consultés par les élèves en raison de stress familial et personnel, de dépression et de faible estime de soi. Certains ont attribué ce fait à la perte de soutien affectif des parents, à des préoccupations relatives aux problèmes de leurs parents et des sentiments d'anxiété face à l'avenir. Bien qu'ils aient vu davantage de problèmes d'agression, de consommation d'alcool et de drogues et d'autres problèmes de comportement, ils ont également constaté que certains élèves réagissaient en travaillant davantage à l'école et à la maison (Reid 1995:78-90; communication personnelle avec des conseillers en orientation et des professionnels de la santé mentale).

Consommation d'alcool et de drogues

En 1996, l'*Étude sur la consommation des drogues par les étudiants* du ministère de la Santé a questionné 3 699 élèves du premier et du deuxième cycles du secondaire sur leur consommation d'alcool et de drogues au cours des 12 mois précédents.[6] Cinquante-six pour cent ont indiqué avoir consommé de l'alcool le mois précédent, et environ un tiers ont indiqué avoir beaucoup bu au moins une fois durant cette période. L'incidence de la consommation augmentait avec l'âge. Les pourcentages sont légèrement plus élevés que dans le reste du Canada atlantique et légèrement inférieurs à ceux de l'Ontario. Un tiers des élèves avaient été des passagers de

---

[6] C'est le premier sondage complet sur la consommation de drogues par les étudiants dans la province. Il fait partie d'un projet plus large dans le Canada atlantique qui comparera les résultats par province et examinera les tendances à long terme. Les résultats de 1996 ont été comparés à ceux d'études similaires effectuées en Ontario et en C.-B. Un sondage de suivi est prévu pour 1998 (Sparrell 1996). Une autre étude effectuée en 1998 par la Memorial University consiste en un sondage d'analyse des pistes causales pour déterminer les éventuels facteurs déterminants comme le comportement des parents.

conducteurs qui avaient bu, et cela était le plus important problème personnel relié à l'alcool qu'ils ont indiqué (Spurrell 1996 6-8). Près de 24 pour cent avaient essayé le cannabis, soit un peu plus qu'en Ontario mais moins qu'au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. Environ dix pour cent ou moins avaient essayé d'autres drogues, ce qui est comparable aux autres provinces de l'Atlantique (Spurrell 1996 11-14).

L'étude a révélé que 36,7 pour cent des étudiants avaient indiqué avoir fumé plus d'une cigarette au cours de l'année précédente. Ce taux est plus élevé que dans les autres provinces de l'Atlantique et en Ontario, mais plus faible qu'en C.-B. Comme pour l'alcool, l'incidence était plus élevée dans les groupes d'âge plus âgés. Les raisons données pour avoir essayé la cigarette étaient principalement la curiosité et pour faire comme les amis, mais 40,6 pour cent des fumeurs actuels avaient également commencé à fumer pour réduire le stress, contre seulement 16,5 pour cent des fumeurs expérimentateurs. Parmi les fumeurs actuels, 27,7 pour cent ont indiqué qu'ils trouvaient trop difficile d'abandonner (Spurrell 1996 8-11).

La documentation sur les crises économiques rurales relie la consommation abusive d'alcool et autres drogues des adolescent au stress familial, à la démission parentale, à la consommation d'alcool par les parents et aux sentiments de dépression et de désespoir des adolescents (Van Hook 1990). Des conseillers en orientation des régions rurales de cette province ont relevé ces liens dans certains cas (Reid 1995 79-80; communication personnelle avec des conseillers en orientation). Le lien entre les problèmes des parents et la consommation d'alcool et de drogues par les adolescents a également été traité dans des conférences jeunesse.

Le *Sondage sur la consommation de drogues des élèves* a conclu que la consommation d'alcool et de drogues est trop élevée, et a réclamé une révision des programmes de prévention, mettre l'accent sur la réduction des effets négatifs, davantage de soutien pour les élèves qui essaient d'abandonner et une meilleure éducation sur les dangers d'expérimenter des substances qui créent une forte dépendance comme le tabac (Spurrell 1996 17-21). Le rapport provincial sur l'état de la santé de 1994 recommandait davantage de programmes anti-tabac et de renforcement de l'estime de soi dans les écoles, en ayant recours à des modèles de counselling en groupe et des pairs (Neville et al 1994 86).

Sexualité

Les adolescents de Terre-Neuve et du Labrador sont sexuellement actifs à un âge plus précoce que les autres Canadiens (Neville et al 1994 78). Le *Sondage sur la consommation de drogues des étudiants* a révélé qu'environ un tiers de tous les élèves, et deux tiers des élèves de douzième année, étaient sexuellement actifs. Moins de la moitié des étudiants sexuellement actifs ont indiqué utiliser régulièrement des condoms. L'étude a relevé que l'activité sexuelle est en hausse chez les jeunes élèves. Dans ce groupe d'âge, on a établi une corrélation entre le sexe imprévu et la consommation d'alcool et de drogues, ce qui indique la nécessité d'une meilleure éducation dans ce domaine (Spurrell 1996 14-16).

À la fin des années 80, le taux de natalité chez les adolescentes de la province était de 27,8 pour 1000, le deuxième plus élevé au pays et d'au moins 50 pour cent supérieur à la moyenne canadienne (Lacey 1992: 5-6). Cependant, la moyenne provinciale est faussée par des taux très élevés dans deux régions, ce qui pourrait indiquer des différences d'accès à l'avortement. Les adolescentes-mères ont tendance à quitter précocement l'école. Une étude (Sharpe et Spain 1991) a indiqué que 16 pour cent des décrocheuses de l'école secondaire sont parties à cause de la grossesse. Une étude des adolescentes-mères (Lacey 1992) a révélé que la plupart d'entre elles ont du soutien de la famille, du partenaire ou des amis, et parfois d'enseignants et d'infirmières de la santé publique. Elles dépendent principalement de leurs parents pour garder les enfants. Les jeunes mères qui ne vivent pas à la maison ont moins tendance à retourner à l'école et sont plus susceptibles d'avoir un revenu faible. Environ la moitié des mères pensent que le contrôle des naissances devrait être plus accessible et qu'il devrait y avoir davantage de cours prénataux et de groupes d'éducation familiale.

Plusieurs écoles offrent des programmes de formation au rôle de parents et des garderies pour les parents élèves. Le rapport provincial sur l'état de la santé a réclamé davantage d'éducation sexuelle dans les écoles, des programmes de prévention pour les maladies transmises sexuellement, un meilleur accès au contrôle des naissances à l'école, des installations de loisirs, et des programmes d'entraide et de renforcement de l'estime de soi pour prévenir les MTS et les grossesses non désirées (Neville et al 1994:86). Un nouveau programme d'éducation sexuelle est mis en oeuvre dans les écoles.

6.5 Santé et services sociaux

Services de santé mentale

La province de Terre-Neuve et du Labrador a un ratio élevé de population par fournisseurs de soins de santé. Le ratio est plus élevé à l'extérieur de St. John's (Neville et al 1994:62). Il y a une pénurie dans toute la province de professionnels de la santé mentale spécialisés dans les enfants et les jeunes (Terre-Neuve et Labrador 1996:113). L'évaluation des besoins a révélé la rareté des services offerts aux adolescents, pas seulement ceux souffrant de maladies mentales graves mais aussi ceux qui connaissent des crises temporaires. On a besoin de davantage d'intervention immédiate pour éviter que les problèmes deviennent chroniques et durent jusqu'à l'âge adulte (Elgar 1995:53, communication personnelle avec des professionnels de la santé mentale). Dans les sondages effectués par la Community Mental Health Initiative dans l'Ouest de Terre-neuve, des étudiants ont réclamé des services comme le counselling individuel, une ligne téléphonique d'urgence et davantage d'accès aux conseillers en orientation (CMHI 1995).

Les fournisseurs de soins de santé signalent que trop de jeunes, notamment dans les régions rurales, ont dû passer par le système d'orientation, transitant d'un type de service à un autre et subissant de multiples évaluations et de longs délais de counselling. La plupart des services de santé mentale ont de longues listes d'attente pour les conseils en cas de crise ainsi que

pour le traitement des maladies mentales. Par ailleurs, il n'y a pas assez de soutien et de coordination des services pour les jeunes délinquants qui ont besoin de conseils relatifs à la maîtrise de la colère, à la consommation d'alcool et d'autres drogues, à la maladie mentale et aux autres problèmes (Canning 1996: [illegible]).

Dans de nombreuses communautés rurales, les conseillers en orientation et les psychologues scolaires font également fonction de professionnels de la santé mentale, et sont souvent les seuls professionnels disponibles dans la communauté pour les enfants et les jeunes en crise (Canning 1996: [illegible]; Politique sociale 1997a: [illegible]).[17] En plus des conseils personnels, ils peuvent s'acquitter d'autres tâches comme fournir de la nourriture et des vêtements au besoin ou accompagner les jeunes délinquants au tribunal. Un bon nombre n'ont pas le temps de faire du travail préventif dans les écoles, comme le counselling en groupe dans les cas de problèmes affectifs et d'estime de soi. Les psychologues scolaires passent une bonne partie de leur temps à évaluer les élèves et à les orienter vers des services, mais souvent ils ne peuvent les suivre par la suite (Canning 1996: [illegible]; communication personnelle avec des responsables scolaires).

Les conseils communautaires de santé régionaux restructurent leurs services et en créent de nouveaux pour s'occuper d'une crise de besoins insatisfaits des enfants et des adolescents. Certains conseils créent des équipes multidisciplinaires de psychologues, de travailleurs sociaux, de psychologues scolaires et autres. Certaines de ces équipes s'occupent exclusivement des enfants et des jeunes (voir la section 3). Dans les sondages et les groupes de discussion, les jeunes ont indiqué qu'ils aimeraient avoir des centres polyvalents comprenant des activités de loisirs, des clubs et autres dans le même bâtiment, et qui offriraient des conseils en toxicomanie, en MTS/contrôle des naissances et en santé mentale. Le modèle à services multiples donne accès à toute une gamme de services et réduit la probabilité de stigmates. De nombreux intervenants en soins de santé et en loisirs aimeraient établir des centres à services multiples.

Services de toxicomanie

Les services de toxicomanie, qui font partie des conseils communautaires de santé régionaux, révisent leurs programmes de prévention, en utilisant les résultats du Sondage sur la consommation *des drogues des étudiants* et leur propre évaluation des besoins. Les programmes de prévention dans les écoles et les communautés mettent l'accent sur l'éducation par les pairs et le mentorat, les ateliers des parents et la collaboration multidisciplinaire. Il y a une désaccentuation du message "abstinence contre abus" en faveur d'approches de réduction des effets négatifs. Comme les jeunes continueront de vouloir expérimenter, l'objectif est de donner des moyens d'éviter que l'expérimentation ne devienne abus.

Le nombre de renvois d'adolescents vers les services appropriés augmente, et les programmes de traitement essaient de nouvelles approches pour résoudre le problème. Par

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Services de bien-être de l'enfance

[illegible]

[illegible]

avenir prochain. Cependant, actuellement, ceux qui ne peuvent rester à la maison ne sont pas admissibles aux familles d'accueil. Les foyers de groupe ne conviennent pas à tous et il n'y a pas beaucoup d'autres possibilités, à part les amis ou la rue. Certains ont besoin de counselling et d'autres types d'intervention. Un petit nombre font de la prostitution pour se procurer de l'argent et un abri. Il y a un abri temporaire à St. John's pour les filles de ce groupe d'âge, mais pas pour les garçons (Newfoundland House of Assembly 1996 87-102; communication personnelle avec Youth In Care Network et des professionnels de la santé mentale).

Nouveaux modèles de prestation des services

Le Select Committee on Children's Interests a indiqué en 1996 que les programmes d'aide des enfants et des jeunes dans le besoin étaient fragmentés, rigides, hiérarchiques et axés sur l'urgence plutôt que proactifs. Le Comité a demandé instamment au gouvernement de remplacer sa structure hiérarchique par une organisation faisant appel aux communautés, aux parents, aux enfants et aux jeunes en tant que partenaires (Terre-Neuve et Labrador 1996 37-75).

Une tendance vers une approche plus globale de la santé et des services sociaux a commencé par le transfert des services de santé communautaires du ministère provincial aux conseils régionaux. Récemment, les services de protection de l'enfant, de la jeunesse déviante, de la famille et de la réadaptation ont été transférés des ministères provinciaux à ces conseils régionaux. Le gouvernement est en train d'instaurer un modèle de coordination des services en éducation, en justice, en bien-être social et en santé. Dans chaque région, un groupe de travail est chargé de réorganiser les services et de trouver des façons de collaborer avec les familles et les organismes communautaires. Le modèle des services intégrés est censé apporter une meilleure coordination des services aux enfants et aux jeunes par l'intermédiaire de "plans de services de soutien individuels" créés par des équipes multidisciplinaires de professionnels et de membres de la famille.

Les modèles de services intégrés peuvent ne pas être pertinents dans les communautés qui ont perdu des travailleurs sociaux, qui n'en ont jamais eu ou qui sont trop éloignées des bureaux de santé communautaires pour que la coordination soit efficace. Le conseiller en orientation scolaire peut être le seul professionnel disponible pour coordonner le soutien en santé mentale et en bien-être social. Le modèle ne sera pas très efficace dans ces communautés si l'on n'attribue pas de ressources supplémentaires au personnel régional pour chaque conseil de services de santé et communautaires régional.

Le gouvernement provincial a annoncé un plan pour créer six réseaux jeunesse régionaux en partenariat avec les jeunes, les organismes servant à la jeunesse et les communautés. Les réseaux seront des points d'accès pour la prévention et l'intervention précoce, l'entraide, les groupes d'entraide, les services de santé mentale, les initiatives de retour à l'école et l'amélioration de l'emploi. On mettra l'accent sur les jeunes à risque. Dans la mesure du possible, les réseaux utiliseront les sites et les organismes existants, comme les écoles et les programmes de loisirs. Ils seront axés sur la communauté et conçus pour tirer parti de ce que les organismes

servant à la jeunesse, les organisations de jeunes et les organismes communautaires font déjà dans chaque région. Les réseaux doivent être mis en place à la fin de 1998, après une consultation.

1.6 Quelques Initiatives Jeunesse

Cette section examine certaines initiatives prises dans la province qui répondent aux besoins des jeunes. Ces exemples montrent le genre d'initiatives qui améliorent la vie des jeunes. Elles comprennent l'élaboration d'activités particulières de concert avec les jeunes sur les problèmes et les besoins. Certaines initiatives sont organisées par les jeunes, et dans d'autres ces derniers participent à la planification et aux activités.

Programmes de prévention de la violence dans les écoles

Les commissions scolaires mettent sur pied leurs propres programmes de prévention de la violence avec l'aide du ministère de l'Éducation de la province et d'autres organismes. Les écoles de la région de Corner Brook participent à une initiative avec les services aux victimes et une maison de transition. Des élèves du premier cycle du secondaire ont été envoyés à une conférence pour recevoir une formation sur la violence, et ils servent dans les écoles à éduquer d'autres élèves. À Conception Bay South, la commission scolaire a mis sur pied des projets de sensibilisation avec des classes du secondaire. Par exemple, des classes de mathématiques ont compilé des statistiques sur la violence, des classes d'art ont produit des murales et des classes de littérature ont travaillé sur des romans traitant des thèmes de la violence et des mauvais traitements. Des élèves plus âgés sont allés faire des exposés dans des classes inférieures, et on a organisé des conférences sur des aspects comme les liens existant entre la consommation d'alcool et de drogues et la violence. L'intimidation et la violence, qui constituent un problème dans certaines écoles, ont nettement diminué grâce à la sensibilisation accrue créée par les projets.

Conférence jeunesse de la Commission scolaire Vista

À la fin de 1994, la Commission scolaire intégrée de Bonavista-Trinity-Placentia (maintenant la Commission scolaire Vista) a commencé à prendre connaissance des rapports sur les effets négatifs du moratoire de la morue sur les élèves, les familles et les communautés. Au début de 1995, elle a entrepris un projet en trois phases. Dans la première phase, il y a eu des réunions de groupe restreintes avec le personnel des écoles, les élèves, les organismes communautaires et les parents vivant de la pêche, pour en apprendre plus sur la façon dont la crise touche les familles. Dans la seconde phase, on a organisé une conférence jeunesse dans laquelle des élèves ont indiqué des questions et ont collaboré avec les représentants des écoles et de la communauté pour établir des plans d'action. Dans la troisième phase, qui est en cours, on a commencé à mettre en oeuvre les plans d'action.

Des élèves de la conférence ont parlé des changements survenus dans leur famille et leur communauté, comme les crises financières, le climat de pessimisme et l'abus d'alcool par certains parents. Les changements n'étaient pas tous mauvais, et de nombreux élèves ont indiqué que la crise avait rapproché leur famille. Mais les élèves ont indiqué un besoin pressant de davantage de

soutien des écoles et d'autres organismes pour les aider à trouver des façons positives de passer à travers cette période de transition. La conférence a proposé des plans d'action, dont : davantage de conseils en orientation et d'autres soutiens scolaires; davantage de programmes d'exploration des carrières avec participation parentale; davantage d'activités sociales et communautaires pour les jeunes, y compris l'utilisation communautaire des installations scolaires; des programmes comme la lutte contre le stress pour soutenir la santé mentale; le soutien des groupes d'élèves, de l'entraide et des conférences; et une participation accrue des jeunes dans les décisions communautaires.

La commission scolaire a mis en oeuvre une nouvelle initiative de formation au choix de la carrière à l'automne 1996. Un aspect important était de fournir de l'information sur ce que les jeunes pourraient faire s'ils voulaient rester dans leur communauté. Neuf groupes de carrières ont été déterminés, dont les mines et le pétrole marin, les nouvelles pêches, l'aquaculture et la technologie de l'information. Des gens de chaque secteur, dont des gens d'affaires, des représentants du gouvernement et des travailleurs du développement rural, ont fait des exposés aux élèves. La commission a également révisé son programme de formation au choix de la carrière et l'a étendu aux classes inférieures. Des séminaires de motivation ont été organisés pour aider les élèves à surmonter le "désespoir appris" qui envahit les communautés. Des conseillers en orientation ont commencé à préparer des ateliers sur le stress, et la commission consulte des professionnels de la santé mentale sur d'autres mesures qu'il serait possible de prendre. Le travail comprenait la collaboration avec les parents et les élèves et des partenariats avec des organismes comme DRHC et le conseil communautaire de santé régional.

FINALY (Futures in Newfoundland and Labrador's Youth)

FINALY a été créé pour assurer la participation des jeunes aux 19 conseils de développement économique régionaux de la province. Les conseils de jeunes et les représentants des jeunes aux conseils de chaque région communiquent par l'intermédiaire d'un bulletin, du courrier électronique et des réunions. FINALY a contribué à organiser des conférences jeunesse et des évaluations des besoins régionaux, et il a mis l'accent sur l'emploi et les possibilités de création d'entreprises pour les jeunes qui veulent rester dans les régions rurales. En mars 1998, il s'est associé avec des organismes locaux pour organiser une conférence jeunesse sur l'éducation et le développement économique à Grand Falls-Windsor regroupant toute la province. La conférence a traité largement de la question des frais de scolarité élevés et des façons de préconiser leur réduction. La conférence s'est également penchée sur des modèles de développement d'Islande et d'Irlande, et sur les liens existant entre l'éducation accessible et le développement économique. L'alphabétisation et la qualité de l'éducation rurale ont également été traitées. FINALY prépare un plan stratégique et élargit son mandat pour inclure des questions sociales et éducatives.

Centre de ressources éducatives Brother T.I. Murphy

Ce centre d'apprentissage parallèle offre de l'éducation de base pour adultes, des cours de niveau secondaire, des programmes de préparation à la vie quotidienne et de la planification de carrière pour les jeunes et les adultes qui ont échoué dans le système scolaire régulier. Il parraine des programmes gouvernementaux comme le Programme des jeunes stagiaires, un programme

travail-études pour les jeunes âgés de 15 à 24 ans, et le Programme d'action pour l'emploi pour les adultes et les jeunes qui vivent de l'aide sociale. Récemment, le Centre a créé un programme d'emploi de soutien pour les jeunes âgés de 18 à 24 ans, qui est adapté pour répondre aux besoins individuels d'éducation, de formation ou d'expérience de travail des participants. Bien que l'âge moyen au centre soit de 20 ans, le mélange de jeunes et d'adultes s'est révélé avantageux pour les deux groupes. Le Centre offrait des programmes de santé comme la désaccoutumance au tabac, mais ils se sont révélés inefficaces à long terme. Ils ont été remplacés par un programme de santé intégré, qui met l'accent sur l'estime de soi, sur les aspects physiques, affectifs et mentaux et sur le style de vie. Le Centre procède également à la réorganisation des programmes pour répondre aux besoins des élèves.

Centre d'apprentissage Pathfinder

Le Centre a été créé par un partenariat de la commission scolaire de Stephenville-Port aux Basques avec des organismes communautaires. Il offre des cours d'éducation de base pour adultes et des cours secondaires pour les jeunes et les adultes dans un milieu d'apprentissage flexible et favorable. Le Centre parraine le Programme des Jeunes stagiaires qui apporte éducation et expérience de travail aux jeunes de 15 à 24 ans. Il offre un programme de travail-études qui donne la possibilité d'explorer des carrières pouvant être menées dans la région, comme le tourisme, l'aquaculture, l'agro-alimentaire et la technologie de l'information. Récemment, une école parallèle a été créée au Centre pour les jeunes de 12 à 16 ans qui ne peuvent s'adapter au milieu scolaire traditionnel.

Boys and Girls Clubs

Les Boys and Girls Clubs mettent en oeuvre des programmes quotidiens structurés en loisirs, en tutorat et en counselling pour les jeunes âgés de 5 à 18 ans. Il y a dix sites dans l'ensemble de la province (trois à St. John's) servant plus de 4 000 jeunes. Les clubs sont ouverts à tous, mais ils mettent l'accent sur les enfants défavorisés ou à risque. Ils font davantage de counselling en maîtrise de la colère, en estime de soi et autres questions, en raison d'une augmentation du nombre d'enfants ayant des problèmes à la maison. Ils essaient également de fournir des services à un nombre accru d'adolescents plus âgés qui veulent continuer d'en bénéficier. La formation des dirigeants a été élargie et comprend, entre autres, un programme qui donne aux adolescents à faible revenu de l'expérience de travail et la possibilité de se mériter un certificat en loisirs communautaires. Récemment, ils ont commencé à mettre l'accent sur les besoins des jeunes adolescentes, qui décrochent souvent en raison de problèmes d'estime de soi et de sensibilité à l'intimidation par les garçons. Les politiques anti-harcèlement ont été resserrées. Des clubs ont consulté les filles pour savoir ce qu'elles voulaient et se sont vus répondre : "ne pas être dérangées par les garçons". On prépare un programme pour les filles qui comprendra des sports et des sorties dans la nature. La réduction des fonds gouvernementaux fait qu'il est difficile d'aider d'autres communautés qui veulent établir des clubs. On prépare un vidéo éducatif et on encourage les groupes à commencer avec quelque chose de petit et de le développer par la suite.

Comité des jeunes Bright Sights

Burgeo est une communauté de pêcheurs de haute mer de la côte sud de Terre-Neuve très touchée par la fermeture de la pêche. En 1996, un groupe de jeunes a parlé à la GRC de ses

préoccupations relatives à la consommation d'alcool les fins de semaine. Associant le problème au manque d'activités, les jeunes et la police ont effectué un sondage auprès des élèves d'écoles primaires et secondaires et ont constaté que l'idée d'un centre de loisirs de jeunes recueillait beaucoup d'appui. Le Comité des jeunes Bright Sights a été créé lors d'une réunion publique et se compose de huit membres jeunes et de quatre personnes-ressources adultes. Le Comité est allé à Marystown et à Grand Bank pour observer les programmes de loisirs scolaires et communautaires de ces communautés. Il a décidé d'adopter un modèle similaire à Burgeo. L'école est devenue une partenaire officiel, en offrant gratuitement des espaces et des installations. Après des mois de planification et d'organisation, un club jeunesse de fin de semaine a été mis sur pied. Il est animé par 90 bénévoles et dessert deux groupes d'âge différents à des périodes différentes. Le club offre des sports, des jeux et d'autres activités, et on prévoit instaurer l'enseignement par les pairs et des postes d'ordinateurs. Le Comité a lancé un programme de recyclage pour recueillir des fonds et il tente d'obtenir le soutien d'entreprises et du gouvernement.

Mount Pearl Mentors

Le Mount Pearl Mentors a été créé en 1996 par le Mount Pearl Community Based Policing Advisory Committee grâce à un financement de Service jeunesse Canada, dans le but de fournir aux jeunes, en particulier ceux à risque, des activités de loisirs positives et des modèles de fonction professionnelle dans la communauté. Quinze jeunes ont été engagés pour animer les programmes de sports, procéder à une évaluation des besoins et élaborer de nouveaux programmes. Les sondages effectués auprès des jeunes, des adultes et des entreprises locales ont relevé cinq domaines de préoccupation : les drogues et l'alcool; la carrière et l'éducation; l'absence de programmes et de services; le manque de participation des jeunes dans les programmes; et les relations, le sexe et la sexualité. Le groupe a réalisé qu'il devait offrir davantage d'activités non sportives, de programmes axés sur les femmes, de programmes de formation professionnelle et de tutoriels, de programmes de sensibilisation aux drogues et d'éducation sur les relations et la sexualité. Il a élaboré un plan particulier pour chacun de ces domaines et une stratégie de sensibilisation du public.

Community Mental Health Initiative (Health and Community Services, Région de l'Ouest)

Le CMHI, qui comprend des fournisseurs de services et des représentants communautaires de la région de Corner Brook-Bay of Islands, se préoccupait de la rareté des services et des longues listes d'attente pour les enfants ayant des problèmes de santé mentale. Il a effectué des évaluations des besoins et des séances de planification et a proposé un modèle de centre de ressources communautaires comprenant plusieurs organismes de soutien. Le centre de santé mentale, qui fait partie des Health and Community Services, adopte une approche d'équipe à point d'entrée unique faisant appel à des psychologues scolaires, des professionnels de la santé communautaire, des travailleurs sociaux, etc. Les élèves des écoles peuvent être rapidement dirigés ver le counselling individuel ou en groupe.

Un sous-groupe de CMHI a effectué des sondages auprès des jeunes de la région et a constaté que 30 pour cent d'entre eux n'avaient une bonne santé mentale que “de temps en temps”, ou même moins souvent. Le stress et la “déprime” étaient reliés au manque d'activités, à la consommation d'alcool et de drogues et au manque de possibilités de counselling. Le groupe a

commencé par réclamer davantage d'activités communautaires et de loisirs axés sur les jeunes, qu'il considère également comme un moyen de créer des emplois dont on a bien besoin pour les jeunes dans la région.

Youth In Care Network de Terre-Neuve et du Labrador

Une branche provinciale du réseau national a été formée en 1996 pour les jeunes qui sont ou ont été pris en charge par les organismes de protection de la jeunesse. Le but est de servir de porte-parole des jeunes qui ont l'impression de ne pas participer suffisamment à leurs propres plans d'intervention et de préparer des réformes dans les organismes de protection de la jeunesse. Quelque 700 jeunes de la province sont actuellement pris en charge. Le conseil se compose de 12 membres, surtout des jeunes, d'un avocat, d'un travailleur social et d'un agent de santé communautaire. Les premières tâches ont été de déterminer les questions pertinentes et de créer un réseau provincial de soutien et de défense des intérêts. Un travailleur régional se déplace dans toute la province pour tenir des cercles de partage avec les jeunes dans chaque région. Le lendemain de chaque cercle de partage, le travailleur régional rencontre les travailleurs sociaux de la région pour discuter des questions soulevées par le groupe. Certains jeunes de ces cercles s'impliquent dans l'organisation, alors que d'autres apprécient simplement la possibilité de correspondre avec quelqu'un dans le réseau.

Le réseau met en évidence certaines des questions qui sont ressorties des cercles de partage. Elles comprennent le roulement fréquent des travailleurs sociaux, les changements d'une maison à une autre, le traitement inégal dans certaines maisons et l'absence de confidentialité. Un autre problème est la situation des jeunes qui atteignent l'âge de 16 ou 17 ans et qui choisissent de quitter le placement familial, mais qui doivent faire la transition sans soutien. Une incertitude généralisée sur les droits a poussé le réseau à commencer à préparer une brochure pour informer les jeunes de leurs droits en ce qui concerne le placement familial et les organismes de protection de la jeunesse.

1.7 Résumé

La province de Terre-Neuve et du Labrador se caractérise par un revenu familial moyen faible, des taux élevés de pauvreté des familles et des enfants, des salaires et des prestations de bien-être social bas et un chômage élevé. De nombreuses familles n'ont pas beaucoup de coussin financier pour traverser les périodes difficiles. Les niveaux d'alphabétisation et d'éducation ont été inférieurs aux normes nationales, bien qu'il y ait eu récemment des améliorations. L'émigration est élevée et concerne surtout les plus instruits. Cependant, malgré les statistiques négatives, les habitants de Terre-Neuve et du Labrador ont indiqué de bas niveaux de stress dans les sondages nationaux, ce qui indique que la qualité de vie et les forts liens familiaux et communautaires ont été d'importants facteurs déterminants de la santé.

Les années 90 ont été une période de crise et de changement pour les familles rurales. À partir de 1992, la fermeture des pêches a fait disparaître plus de 30 000 emplois dans la province. Une bonne partie des personnes touchées dépendent encore du soutien du revenu. La réduction

des dépenses gouvernementales en éducation, en santé et en bien-être social a réduit la capacité de réagir à la crise. L'accroissement de la différenciation sociale et une plus grande concurrence pour les emplois et les ressources disponibles menacent la solidarité communautaire dans les régions rurales.

Les conditions économiques et sociales créent de l'incertitude et de l'anxiété chez les jeunes, à un moment de leur vie où ils connaissent déjà beaucoup de changements personnels. Les écoles ont subi des coupures, les élèves médiocres passent encore entre les mailles du filet, et les écoles rurales se démènent pour aider les élèves à concurrencer ceux des régions urbaines. Le personnel des écoles, qui travaille déjà au maximum de ses possibilités, doit s'occuper de problèmes sociaux, financiers et personnels de plus en plus fréquents chez les élèves. Bien que davantage de jeunes soient diplômés d'école secondaire, ils sont confrontés à un marché de l'emploi étroit, à des frais de scolarité élevés et à la perspective de partir définitivement. La plupart des jeunes ruraux n'ont plus la possibilité de travailler dans les pêches et ils doivent se construire un sentiment d'identité et un avenir hors de ce secteur. Il n'y a pas assez de possibilités d'organiser des activités de loisirs et autres. De nombreux jeunes ont l'impression qu'ils ne participent pas à leur communauté. La consommation d'alcool et de drogues est reliée par les jeunes eux-mêmes à l'absence de solutions valables.

Bien que les sondages passés aient indiqué que les jeunes ruraux montraient peu de symptômes de stress et de dépression, tout indique que la situation pourrait se détériorer. Les jeunes des familles touchées par le moratoire ont dû subir davantage de stress familial à cause de la perte de revenu et des moyens de subsistance. Pour beaucoup, le moratoire a resserré les liens familiaux et n'a pas causé de détresse durable. Mais pour les adolescents qui ont des problèmes, il n'y a pas assez de services de counselling et de traitement dans les zones rurales ou urbaines. Des centres de services polyvalents sont mis en place, mais sans davantage de ressources sur le terrain ils ne peuvent répondre aux besoins des jeunes ruraux.

> Le milieu, la vie personnelle et les conditions économiques jouent un grand rôle dans la santé des jeunes. Dans notre société, de nombreux aspects peuvent provoquer du stress, de la dépression et d'autres maladies. Il existe des programmes pour les jeunes, mais en raison d'un manque de financement gouvernemental ces programmes sont réduits ou ne sont pas offerts dans les régions rurales.
>
> (Tina Pittman, Youth in Care Network)

Notre description des initiatives pour les jeunes indique des facteurs qui sont importants pour améliorer les programmes et les services. Les exemples ne sont pas tous ruraux, mais tous traitent de questions pertinentes aux jeunes ruraux. Un bon nombre des initiatives sont polyvalentes, comme de s'occuper de la consommation abusive d'alcool et de drogues avec des solutions positives, ou lient le développement économique à l'accès à l'éducation et à des possibilités concrètes. Les écoles alternatives ont combiné un programme flexible à des

programmes de formation professionnelle et de préparation à la vie quotidienne. Les programmes scolaires et de loisirs ont fourni du counselling, de l'expérience de travail et un rôle pour les jeunes dans l'action communautaire et les questions sociales. Certains programmes ont mis en oeuvre des activités tenant compte des besoins des femmes.

Dans ces exemples, les groupes répondent à des besoins particuliers exprimés par les jeunes. Certains programmes ont été lancés par les jeunes eux-mêmes, avec le soutien d'organismes et d'autres groupes de la communauté. Certains font appel à des institutions, comme les écoles et les centres de santé, qui vont au-delà de leurs domaines de responsabilité traditionnels, en ayant recours à des approches novatrices et en collaborant avec les jeunes, les communautés et d'autres organismes pour faire avancer les choses. Ils traitent tous d'aspects des facteurs déterminants de la santé, en donnant aux jeunes la possibilité de trouver de nouvelles relations et activités, d'améliorer l'estime de soi et les habiletés d'adaptation, de planifier un avenir économique et de participer à la vie de leur communauté.

2.0 GROUPES DE DISCUSSION DE JEUNES

La seconde phase du projet consistait à écouter les jeunes eux-mêmes parler des conditions qui touchaient leur vie et ce qu'il est nécessaire de changer. Sept groupes de discussion, organisés et animés par des jeunes de FINALY et de Youth in Care Network, ont eu lieu dans l'ensemble de la province. Un schéma de discussion a été préparé avec l'aide d'animateurs de groupe. Les participants ont parlé de leur communauté, d'éducation et d'emploi, de problèmes sociaux et de leurs sentiments face à l'avenir. Ils avaient de nombreuses propositions de changements susceptibles d'améliorer la situation des jeunes.

2.1 Communautés

Quand on leur demandait leur point de vue sur la vie dans leur communauté, les participants parlaient du sentiment de sécurité, de pouvoir marcher le soir jusqu'à la maison sans s'inquiéter, d'une liberté qui n'existe pas dans les grandes villes. Certains ont mentionné la gentillesse, l'intimité, la confiance mutuelle, les gens qui s'occupent des autres en cas d'urgence, la collaboration pour faire avancer les choses, l'organisation des sports et des danses pour adolescents. Tout le monde ne voyait pas ces avantages. Un groupe a parlé du manque de confiance des adultes de leur communauté qui nuit aux jeunes. Les villages peuvent être des endroits "isolés", et il y a la pression d'être comme tout le monde.

> *Je suis venu ici et c'était tout à fait décontracté, les gens ne ferment pas leur porte à clef et je me suis habitué à ce style de vie, mais je serais beaucoup plus dur si j'avais été élevé ailleurs.*

> *[En ville], vous dites "salut" et les gens se retournent et vous regardent comme si vous étiez fou... Je me promenais dans la rue et saluais les gens de la main et mon ami m'a dit : "Il ne faut pas leur parler, ils pourraient se retourner et te frapper ou je ne sais quoi."*

> *En ville, si vous ne faites pas comme tout le monde vous êtes fou. Il ne faut rien dire, il faut paraître aussi normal que possible.*

Même ceux qui avaient de bonnes choses à dire sur leur communauté la qualifiaient "d'ennuyeuse", "pas assez d'activités" et "pas grand-chose à offrir aux jeunes". Cela est dû au manque d'installations et de centres de loisirs et au manque de possibilités de participer à des activités. Certains d'entre eux ont accès à des piscines, des arénas et d'autres installations, mais ils pensent qu'un centre pour les adolescents est nécessaire.

> *Nous n'avons pas d'endroit où aller. Nous avions une salle de billard. On s'ennuyait parfois, mais au moins on avait un endroit où aller pour sortir de la maison.*

Ils pensent que même un gymnase leur donnerait quelque chose à faire; actuellement, ils se promènent sur les routes.

Il y a eu un grand tournoi de balle molle cette fin de semaine. Mais ce n'était qu'une fin de semaine. Il n'y a vraiment rien à faire.

Il y a un manque de fonds pour des installations sportives comme des gymnases et de l'équipement.

Si les sports ne vous intéressent pas, il n'y a absolument rien à faire ici.

Les groupes ont également noté que les danses pour adolescents et les lieux de réunion sont touchés par la consommation abusive d'alcool et de drogues. Certaines personnes ne vont pas dans les salles de danse parce qu'il y a de la fumée et de l'alcool, mais trop de gens ne viendraient pas s'il y a avait une interdiction complète. Une salle de billard a dû fermer parce que quelques jeunes se droguaient, le gérant d'une salle de danse a menacé de mettre fin aux danses pour adolescents à cause de l'alcool et des bagarres.

Nous devons payer pour les actes des autres, car peu importe "qui" est responsable, cela empêche les autres de s'amuser.

Ce n'est pas seulement les adolescents, il y a aussi les adultes... On ne parle que des adolescents, mais c'est un comportement appris.

Il y a un comité qui essaie de créer un club social, mais nous ne savons pas vraiment comment l'appeler, car si nous l'appelons simplement lieu de réunion, des gens vont arriver le vendredi soir saouls et en train de fumer ou de mal se comporter, et nous n'avons pas trouvé la bonne façon de faire les choses, qu'est-ce qu'on peut faire pour l'éviter.

S'il y avait des distractions comme des excursions, des rassemblements et des barbecues, et si on faisait savoir que l'on s'amuse bien, les fumeurs, les drogués et les buveurs abandonneraient leurs mauvaises habitudes et essaieraient de participer... C'est là qu'intervient la pression positive des pairs.

Beaucoup d'entre eux pensent que les jeunes boivent trop parce qu'ils n'ont rien d'autre à faire ou le pensent. Certains ont dit que l'habitude de boire des adultes de leur communauté est un facteur important de l'abus d'alcool chez les jeunes. Certains pensent que les jeunes commencent à boire et à fumer à un âge plus précoce.

Que cela vous satisfasse ou non, il n'y a rien d'autre à faire.

On se promène le long de la route... c'est là que les jeunes se retrouvent – se saoulent, fument, ont des relations sexuelles, deviennent enceintes.

Les parents, les tantes, les oncles et le reste de la famille aussi, tout ce qu'ils font tourne autour de l'alcool.

Les jeunes ont le sentiment que de nombreux adultes de la communauté ne les respectent pas et ont tendance à les stéréotyper. Si quelque chose arrive, on accuse automatiquement un jeune; quand certains jeunes causent des problèmes, on rejette la faute sur tous les jeunes. Ils ont dit être surveillés par la police, être suivis par les commis de magasins, être expulsés des mails et des magasins même quand ils ont de l'argent et veulent acheter quelque chose. Certains ont l'impression de ne pas être écoutés, de ne pas être pris en compte et de ne pas être pris au sérieux. Cependant, ils apprécient les adultes qui respectent et soutiennent les jeunes, qui n'ont pas de stéréotypes, qui écoutent et leur donnent une chance de montrer ce qu'ils peuvent faire. Certains pensent qu'il y a davantage de soutien des adultes dans la communauté qu'ailleurs. Pour d'autres, les adultes de leur communauté ne participent pas aux activités en général, ce qui rend les choses plus difficiles aux jeunes.

Beaucoup de gens s'ennuient et pensent que personne ne se soucie d'eux.

Nous n'avons pas des discussions comme celle-là à l'école.

Toutes les décisions concernant les jeunes sont prises par des adultes. Les jeunes ne sont pas consultés.

Aucun jeune ne participe à l'association de formation, à la société de développement ou au conseil municipal... Les jeunes pourraient être intimidés par tous ces gens qui semblent savoir ce qu'ils font.

Quand on leur pose des questions sur leur vie familiale, certains pensent que les familles sont plus proches et passent plus de temps ensemble dans les petites communautés. D'autres ont des parents dont le travail les force à partir souvent de la maison. On a parlé des parents qui ne guident pas ou qui maltraitent leurs enfants. Certains pensent que la violence chez les jeunes découle de la violence et de l'absence de soutien à la maison. D'autres ont fait valoir que la violence est partout et que les parents ne peuvent nous protéger contre elle. Des parents peuvent surprotéger et aliéner leurs enfants. Parfois, il y a trop de "tu ne devrais pas faire ça" et pas assez d'information sur la façon de se protéger.

Les jeunes d'ici n'ont jamais été beaucoup guidés. Beaucoup d'entre eux s'élèvent tout seuls.

Beaucoup de parents que je connais sont extrêmement protecteurs et exigent que les enfants rentrent à une certaine heure et ne regardent pas certaines émissions de télévision.

On va à l'école et les parents pensent "tout va bien, ils sont avec leurs amis..." Mais ils pourraient revenir à la maison couverts de bleus. À l'école, il y a des

élèves qui se font bousculer et qui subissent des pressions.

Un parent devrait être un ami, mais aussi un enseignant, être gentil avec ses enfants, être un de leurs bons amis, et une personne qui leur montre la différence entre le bien et le mal.

Les groupes ont parlé de traitement différent en raison du sexe ou de l'orientation sexuelle. Être homosexuel dans une communauté rurale signifie avoir peur de le montrer et de subir des pressions pour être comme tout le monde. On a dit à des filles qu'elles ne pouvaient pas participer à certaines ligues sportives et elles ont eu du mal à trouver des fonds pour organiser leurs propres sports. On a entendu des histoires de filles à qui ont refusait des emplois de travail manuel, et de garçons plus souvent soupçonnés de crimes que les filles.

Je pense qu'ici on a encore l'habitude de dire des choses comme "vous êtes une fille". La société n'a pas évolué dans ce domaine.

Ce n'est pas trop mal pour les sports. Avant, c'était pire. Les filles ne pouvaient pas [participer]. Maintenant, c'est bien vu de faire du sport.

Si une fille a souvent des relations sexuelles, c'est une salope ou une coureuse. Si un garçon fait la même chose, c'est un tombeur.

Il y avait ce jeune gars avec qui j'allais à l'école et que l'on traitait de tous les noms... il était simplement un peu efféminé.

Il y a eu des commentaires sur les services médicaux et autres dans les communautés. Certains ont parlé du manque de soutien des adolescentes enceintes, du manque d'accès aux soins de santé pour les filles sexuellement actives et de la pénurie de médecins en général. D'autres ont indiqué devoir attendre des jours pour voir un conseiller en orientation. Il y a eu des commentaires positifs sur la visite de policiers et de travailleurs sociaux dans les écoles pour parler de mauvais traitements et de consommation d'alcool et de drogues. Dans un cas, un homme a parlé à la classe de sa propre expérience de mauvais traitements de son enfance, ce qui a aidé un participant à régler un problème personnel. Lorsqu'on leur a demandé à qui ils s'adressaient pour résoudre leurs problèmes, la plupart ont indiqué les amis et la famille d'abord.

Comme nous n'avons pas de gynécologue ici et qu'il faut aller loin pour en voir un, lorsque des jeunes filles ont des relations sexuelles elle doivent avoir régulièrement des frottis Papanicolaou, et c'est difficile quand il faut parcourir 250 km pour aller voir la gynécologue.

Le counselling familial et l'aide psychiatrique, presque tout le monde dans cette communauté pourrait y avoir recours... Il n'y a pas de counselling dans la baie. Il n'y a pas de services.

De toute façon, la plupart du temps les jeunes ne vont pas voir un conseiller en orientation s'ils ont des problèmes, car leurs parents leur disent "Oh, ne va pas raconter ce qui se passe à la maison, garde ça pour toi, ça doit rester dans la famille."

À l'école, quand quelqu'un vous voit aller chez le conseiller, il se demande "qu'est-ce qui lui prend?" Vous ne voulez pas que tout le monde soit au courant de vos affaires.

3.2 Éducation et travail

On se préoccupe de la qualité de l'éducation dans les écoles secondaires : diminution des inscriptions, mise à pied de professeurs, classes plus nombreuses et moins de choix de cours. Les jeunes s'inquiètent du fait que les professeurs auront moins de temps pour aider les élèves et pour mener des activités parascolaires. Un élève avait participé à une manifestation réussie pour garder les programmes de loisirs à l'école. Ils ont également parlé de pressions scolaires, de la nécessité d'avoir de bonnes notes et d'avoir une culture informatique.

...pour pouvoir suivre des cours [d'infographie], il faut avoir suivi... des cours de sciences et de chimie pour démontrer au collège que nous avons fait des efforts et que nous avons réussi.

...la pression va nous forcer à travailler – comment pouvons-nous y parvenir? Les choses changent sans arrêt; tel ou tel cours est supprimé.

...la pression exercée sur les élèves est actuellement très forte. Nous sommes censés exceller à l'école, mais si nous ne comprenons pas, avec toutes les compressions budgétaires actuelles il y aura davantage d'élèves dans les classes et les professeurs n'auront pas le temps de s'occuper de chacun d'eux.

Si on décroche, cela coûte tellement cher de revenir et de passer le test de connaissances générales. Il faudrait que je sache exactement ce que je voudrais faire avant de terminer... il faut suivre les bons cours, autrement il faut revenir et recommencer.

Plusieurs jeunes ont dit que l'anxiété relative au collège et aux carrières commence à la neuvième année. On commence à se préoccuper du choix des cours nécessaires pour une carrière, mais on peut ne pas savoir ce qu'on veut faire. Certains ont parlé de leurs expériences de l'alternance travail-études et des séances de sensibilisation à la carrière et d'un bureau de placement régional qui a fait des présentations dans les écoles et a aidé ensuite les élèves à préparer des curriculum vitae. Plusieurs d'entre eux ont dit qu'il n'y avait pas suffisamment de formation professionnelle et d'accès à des conseillers en orientation dans les écoles.

Il y a eu beaucoup de discussion sur l'augmentation des frais de scolarité. [illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Quand je travaille, les gens s'attendent à ce que je ne m'habille pas de cette façon, et c'est normal. Mais c'est simplement une expression de ma personnalité, car si nous étions tous des clones le monde serait vraiment ennuyant.

Ils vous regardent et vous disent que vous n'êtes pas qualifié, ils ne vous demandent même pas ce que vous pouvez être capable de faire.

Je n'aime pas du tout mon travail. Je gagne 10 $ l'heure et ailleurs je n'en gagnerais que 5,25 $ l'heure, alors, je ne peux pas me permettre de partir. Je dois garder mon emploi parce que je ne pourrais pas en trouver un autre.

Il y a actuellement 15 diplômés en sciences de l'université dans cette ville qui n'ont pas d'emploi ou qui travaillent chez McDonald ou d'autres endroits du même genre.

Il est difficile d'économiser de l'argent pour aller à l'école lorsqu'on gagne 5,25 $ l'heure et que l'on doit vivre de ses propres moyens. Et si vous êtes ailleurs autour de la baie, vous ne pouvez gagner 5,25 $ l'heure et vous vivez avec vos parents, parce qu'il n'y a rien là-bas pour gagner 5,25 $ l'heure.

3.3 Passé, présent et futur

On a demandé aux groupes de quelle façon leur vie était différente de celle de leurs parents lorsqu'ils étaient jeunes. Ils ont expliqué que leurs parents avaient été élevés dans des familles plus nombreuses et avaient des enfants à un âge plus précoce : "Ils ont grandi plus vite." Certains pensaient ne pas avoir d'enfants avant d'être beaucoup plus vieux, pour des raisons financières. Ils pensaient que du temps de leurs parents les enfants étaient davantage surveillés et que les filles restaient à la maison et n'avaient pas autant de droits. Il y avait peu d'accès aux méthodes contraceptives ou à l'information sur la sexualité.

Nous abordons les choses de façon beaucoup plus ouverte lorsque quelque chose va mal dans notre vie, comme les problèmes de sexualité ou autre. Mais à cette époque là, avec la religion catholique, la sexualité c'était "Non! Il ne faut pas parler de ces choses".

Il y avait deux femmes dans sa famille et les deux avaient un diplôme d'université... Les hommes étaient censés trouver du travail alors que les femmes poursuivaient leurs études.

*Quand [ma mère] avait 17 ans, elle est devenue une ménagère avec des enfants et un mari. J'ai maintenant 19 ans et je vais à l'université, ce qu'elle n'a jamais pu faire... Tout a tellement changé depuis 20 ans que ma mère voudrait être comme moi maintenant, quoique tout compte fait j'aurais voulu être comme elle, parce

qu'elle a connu les années 60.

Ils pensent qu'auparavant il était plus acceptable de quitter l'école pour aller travailler. On pouvait toujours se tourner vers la pêche, et si les gens obtenaient un diplôme ou une profession, ils étaient sûrs de trouver un emploi et avaient tendance à garder le même métier. Leurs parents ne s'inquiétaient pas autant de l'avenir et les choix à faire dans la vie étaient plus simples. Aujourd'hui, selon eux, on ne peut plus se tourner vers la pêche et les attentes sont plus grandes. Il faut devenir quelqu'un et poursuivre les études pour y parvenir. Les emplois sont plus rares, les salaires sont plus bas et il pourrait être nécessaire de changer plusieurs fois de carrière. Cependant, il y a "beaucoup plus de liberté aujourd'hui" en ce qui concerne les possibilités d'emploi des femmes. Il y a maintenant davantage de technologie et d'information que leurs parents auraient pu rêver.

Du temps de mes parents, je crois que les gens savaient ce qu'ils allaient faire, l'avenir était presque prédéterminé. Maintenant rien n'est sûr, on ne peut se fier à rien. C'est comme un blocage psychique face à l'avenir.

Quand mes parents sont sortis de l'école, même s'ils avaient abandonné, ils allaient directement dans un lieu de travail et obtenaient un bon emploi, sans profession ou instruction. Mais aujourd'hui, la première chose dont vous avez besoin est une profession, vous devez avoir une formation en quelque chose, et cela vous coûte très cher en prêts étudiants.

C'était une affaire de famille... Si vous étiez né dans une famille où le père était pêcheur et que vous étiez un garçon, ou une fille dans certains cas, vous alliez sur le bateau.

Lorsqu'on leur a demandé où ils seraient dans cinq ans, ils ont répondu "pas dans cette province", "encore à l'école", "ailleurs à chercher du travail" ou "j'aurai le mal du pays." Ils ne voient pas beaucoup de possibilités pour les jeunes qui veulent rester ou revenir. "Si vous n'êtes pas en informatique, vous devrez partir." Mais certains espèrent que de nouveaux débouchés apparaîtraient bientôt dans les régions rurales. Certains ne veulent pas d'enfants parce qu'ils sont pessimistes face à l'avenir. Certains pensent que même s'il y a davantage de technologie, les jeunes de l'avenir pourraient devoir travailler plus fort, il pourrait y avoir moins d'emplois et l'éducation sera chère. Un participant s'inquiétait de l'avenir des enfants placés en famille d'accueil s'il y a d'autres coupures dans les programmes.

Mon but pour dans 5 ans n'est pas d'être heureux, c'est d'être financièrement stable et d'avoir beaucoup d'argent. C'est si ridicule. C'est ça la société. Tout est question d'argent.

Tous les jeunes qui ont du potentiel s'en vont. Ils ne restent pas parce qu'il n'y a rien ici.

Être une jeune en 1998 c'est l'espoir des futures générations. Nous devons tracer la voie pour les prochaines générations. Tout ce qui nous ferons se répercutera sur les générations futures.

Il ne faut pas espérer voir nos enfants rester dans la région si les choses ne s'améliorent pas.

2.4 Changement économique

Certains des groupes de discussion ont eu lieu dans des communautés touchées par le moratoire; d'autres comprenaient quelques participants de communautés qui dépendent de la pêche. Certains des jeunes n'ont pas eu d'expérience personnelle du moratoire, mais ils ont connu des mises à pied dans d'autres industries. Il y a eu des discussions animées sur la valeur du programme d'ajustement LSPA. Certains ont dit qu'il avait fait disparaître la morale du travail, en encourageant des gens auparavant entreprenants à dépendre de l'aide gouvernementale. Quelqu'un a avancé que le programme crée également un groupe de jeunes dépendants. Des participants pensaient que de nombreux bénéficiaires de LSPA ont beaucoup d'argent et que des pêcheurs prospères touchent des prestations. D'autres ont fait valoir qu'il était difficile pour des gens qui avaient travaillé durant tant d'années dans la pêche de s'ajuster, et que LSPA a formé des gens pour des emplois qui n'existent pas.

Les pêcheurs savaient ce que c'était que de travailler, probablement plus que 95 pour cent de la population. Ils travaillaient dur. Depuis l'instauration du moratoire, ils se retrouvent exactement dans la même catégorie que les bénéficiaires de l'aide sociale.

Mon père a été mis à pied il y a deux ans. On lui avait promis un emploi saisonnier, mais le gouvernement n'a jamais fourni les emplois saisonniers et il a fallu qu'il se débrouille seul. On ne lui a offert aucun programme.

J'ai grandi dans une communauté de pêcheurs. Mon père est un pêcheur et il a pêché presque toute sa vie... Cela va probablement beaucoup l'affecter car il doit également prendre soin de ma petite soeur. Et il n'y a rien d'autre à faire dans la communauté que de s'en aller... Des gens partiront, mais la plupart resteront.

On a parlé de certaines familles qui ont moins d'argent et d'élèves qui vont en classe mal habillés. Les parents sont stressés et "les enfants sont stressés pace qu'ils ne savent pas comment réagir face à la situation de leurs parents. Ils vont à l'école et ne peuvent pas se concentrer." Quand les parents ne peuvent pas payer pour l'université, les jeunes quittent la province "pour aller laver la vaisselle". Les parents ne peuvent pas transmettre un moyen de subsistance à leurs enfants.

Les parents essaient d'apprendre à leurs enfants comment pêcher et ceux-ci

pourraient ne pas en avoir l'occasion. Quand ils étaient jeunes, leur père leur a transmis la pêche, et ils essaient à leur tour de la transmettre à leurs enfants, mais ils ne peuvent pas.

On voyait toujours des jeunes travailler à l'usine de transformation et maintenant c'est fini. Il y a beaucoup de gens sans travail.

Il devront dépendre du bien-être social... Les bénéficiaires de LSPA font vivre les épiceries et les stations-service. Cela va faire du mal à tout le monde.

Il va y avoir une augmentation des crimes, des maladies mentales, des dépressions, des tentatives de suicide... On a vu tout ça lors de la fermeture de la pêche et de la mine.

Les groupes ont parlé de l'avenir des communautés rurales et de l'économie de la province. On a imaginé des "villes fantômes" et des "beaux lieux de retraite." Avec les départ d'une partie de la population, les communautés ne seront plus en mesure de fournir des services. Certains pensent que leur communauté a un potentiel pour le tourisme et les nouvelles industries, qui pourraient employer davantage de gens. D'autres sont d'avis que le gouvernement accorde trop d'importance aux méga-projets comme Hibernia qui "n'ont pas d'effets sur nous". On a entendu des histoires de gens qui avaient été engagés et mis à pied ou qui étaient revenus pour travailler dans un projet qui ne s'est pas réalisé. Les gens ont l'impression que les méga-projets engagent des gens ayant des diplômes et de l'expérience que les gens de la région ne peuvent obtenir. Certains sont d'avis que la diversification des pêches et d'autres ressources locales fonctionnerait mieux que de reconvertir les gens dans quelque chose d'entièrement différent. Les exemples cités comprenent l'aquaculture, les oursins et les nouvelles essences forestières. On s'inquiète de la surpêche continue et de l'épuisement des ressources.

2.5 Ce qu'il faut faire

Des questions portaient sur ce qui est décourageant et encourageant pour les jeunes, les choses qu'il est nécessaire de changer et ce que les adultes et les jeunes peuvent faire pour apporter des changements. Certaines des réponses sont données ci-dessous.

<u>Ce qui est décourageant</u> :

- les stéréotypes; le manque d'appréciation de son travail; ne pas être pris au sérieux; les adultes qui ne suivent pas; être abandonné par tout le monde

- démolir les idées -- "il n'y a pas d'argent pour ça"; le manque de débouchés; la rareté des emplois; les bas salaires; l'engagement de jeunes de l'extérieur plutôt que de la région

- les gens qui ne restent pas; le départ des amis et de la famille; la pauvreté des familles; voir

ce que les autres ont

- le manque de confiance; les attitudes négatives

Le gouvernement dit que nous devons nous instruire, que c'est la chose la plus importante, et quand nous essayons de le faire, il dit que nous n'en avons pas les moyens... Il nous rend les choses aussi difficiles que possible.

Des gens m'ont dit que je ne pourrai jamais rien faire parce que j'ai un enfant. Cela ne m'arrêtera pas, mais me poussera à partir parce qu'il faut que je m'en occupe maintenant.

Ils pensent qu'il n'y a rien pour eux ici, ils ne vont nulle part, le gouvernement et les grandes entreprises sont indifférents - pourquoi faire des efforts dans un endroit où les gens sont indifférents?

Ce qui est encourageant :

- s'instruire; les nouveaux débouchés et intérêts; la participation; l'indépendance
- les amis; avoir du bon temps
- le soutien de la famille et des amis; une bonne communauté où les enfants sont censés faire de grandes choses; les parents qui vous soutiennent dans les sports et les études; les adultes qui vous respectent et n'ont pas de stéréotypes; la confiance
- les conférences jeunesse où les adultes et les médias écoutent; les gens d'affaires qui essaient d'aider
- croire en soi pour que les autres fassent de même

Ce qui encourage les jeunes c'est le fait de savoir qu'ils ont la capacité de survivre... S'ils n'ont pas d'estime de soi, ils auront alors le sentiment qu'ils ne valent rien.

Toute votre vie, on vous a dit qu'il faut faire quelque chose. Beaucoup de jeunes ici n'ont pas cela.

Ce qui est nécessaire :

- le soutien des affaires et de la communauté; des programmes d'alternance travail-études et des employeurs qui étudient de nouvelles idées avec les étudiants; un lobbyiste ou un intervenant ayant de l'influence et de l'expérience
-

- de l'information sur les perspectives d'emploi; le soutien du travail indépendant; des exemples d'ailleurs à suivre

- des programmes pour aider les étudiants à s'instruire, comme des bourses et des subventions

- davantage de conseillers en orientation

- des conseils et des centres de jeunesse; de l'information sur la façon de les mettre sur pied et où trouver de l'aide; des centres pour adolescents avec des tables de billard, des salles d'ordinateurs et de jeux, des endroits pour parler, des sports

- des conférences jeunesse avec des adultes qui écoutent les questions; une meilleure communication entre les adultes et les jeunes

- de l'information accessible sur la violence faite aux enfants qui explique vos droits et ce qu'il faut faire; des jeunes qui se rendent dans les écoles pour parler des mauvais traitements

  Il faudrait que les enfants maltraités puissent se procurer facilement de l'information, sans avoir à s'adresser à des adultes. Simplement obtenir l'information et pouvoir décider quoi faire. Une brochure ou autre.

  Nous avons déjà un comité de jeunes qui tente activement de mettre sur pied un centre de jeunes. Mais nous n'avons aucune idée sur la façon de procéder, où se procurer l'argent, comment le faire, où l'installer, quoi faire, rien!

  Il faudrait davantage d'ateliers sur la façon de présenter un problème, et comment le faire sans passer pour un imbécile.

  Ce serait vraiment utile d'avoir une personne de 22 ans dans notre conseil?... Il devrait y avoir un représentant des jeunes à toutes les réunions.

  À Grand Bank, le centre des jeunes est administré par des jeunes. Il y a deux membres adultes au conseil, au lieu d'avoir un conseil d'adultes avec deux membres jeunes.

  Que fait-on pour les gens dans la pauvreté qui n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école?

  Éducation gratuite. Tout le monde mérite d'être instruit. Si vous voulez aller à l'université et avoir une carrière, cela va aider votre pays.

<u>Ce que les adultes peuvent faire</u> :

- avant de pouvoir faire quoi que ce soit, il faut changer d'attitude; il faut nous donner une chance de montrer que les jeunes ne sont pas tous mauvais

- sans l'aide des adultes, aucun jeune ne peut essayer des choses; les adultes doivent encourager les jeunes à prendre des risques d'entreprise

- collaborer avec les jeunes et construire des centres de jeunesse; les parents et la police peuvent entreprendre des activités avec les jeunes en difficulté, en tant qu'amis

- davantage de parents peuvent participer aux activités scolaires

Lorsque nous avons fait la grève, de nombreux parents ont montré leur soutien en nous apportant de la nourriture, des bâches et des couvertures. Les parents ne comprennent vraiment pas à quel point leur soutien est important pour nous.

Il ne faut pas que ce soit seulement maman et papa, mais aussi les tantes et les professeurs. Tout le monde dans la communauté devrait vous dire de réaliser votre potentiel.

Je siège au conseil consultatif sur la jeunesse de la GRC et on essaie d'améliorer les choses dans notre ville pour les jeunes .

<u>Ce que les jeunes peuvent faire</u> :

- respecter davantage leurs parents; comprendre les pressions qu'ils subissent; trouver de nouvelles façons de faire écouter les parents; parler aux parents

- se créer des emplois pour eux; prendre l'initiative; tirer parti de ce qui existe sans attendre que les adultes leur montrent quoi faire; revenir dans les communautés avec de l'expérience et de l'instruction

- participer à des programmes pour les jeunes; concevoir les programmes; participer à la prise des décisions; participer à des organisations de jeunes et aux politiques étudiantes

- s'exprimer davantage; clarifier les points de vue; faire des déclarations et formuler des exigences fondées; pousser le gouvernement à faire avancer les choses; ne pas abandonner parce que des adultes n'écoutent pas

- dans les écoles, organiser des activités pour permettre aux élèves d'exprimer leurs points de vue : conférences, travaux de rédaction, rapports de recherche, sketches, dessins humoristiques, pièces de théâtre, projets, articles, affiches, Internet

- des étudiants plus âgés peuvent aller dans les écoles et parler aux plus jeunes; les jeunes écouteront les jeunes

- organiser des opérations de nettoyage communautaire, des conférences, des manifestations, des campagnes de publicité dans les médias et sur des affiches, des sondages

Aller à la rencontre des enfants lorsqu'ils peuvent encore être influencés, et leur montrer que c'est bien ici et que c'est à nous de changer les choses.

Quand je serai diplômé, je créerai mon propre foyer pour jeunes qui abritera des jeunes délinquants âgés de 12 à 17 ans pour ne pas qu'ils aient à aller dans les grandes villes.

...nous avons été très maltraités quand nous étions jeunes, nous pourrions organiser une réunion, un grand rassemblement pour les enfants et inviter les gens à venir et à écouter... et dire ce qui nous est arrivé, quand nous étions enfants, et pourquoi nous devrions arrêter cela et empêcher que cela se reproduise.

Regroupons les jeunes de la province... formons un syndicat. Si toutes les voix des jeunes étaient rassemblées et criaient en même temps, elles pourraient être entendues.

...s'assurer que notre voix soit entendue et que nos opinions soient prises en compte, donner davantage de respect et d'espoir et nos enfants auront le même respect pour nous.

Je pense que les jeunes ont de l'avenir dans cette province et qu'ils pourront changer les choses.

3.0 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'adolescence peut être une période de troubles dans le meilleur des cas. Pour les jeunes de Terre-Neuve et du Labrador, cela a été plus difficile à cause des difficultés économiques actuelles. Des mises à pied massives dans les pêches ont coïncidé avec une réduction des dépenses en éducation, en santé et en services sociaux. L'impact sur les familles rurales a été important, car nombre d'entre elles ont tout juste de quoi vivre et font partie d'une économie rurale qui ne se diversifie que lentement. Avec la fin prochaine de LSPA, de nombreuses communautés rurales connaîtront davantage d'émigration, davantage de familles dépendront de l'aide sociale et il y aura moins d'argent pour les infrastructures et les services.

Les jeunes vivent des situations stressantes créées par le chômage, la diminution des ressources dans les écoles, des frais de scolarité élevés et des services de santé et sociaux insuffisants. Pour de nombreux jeunes élevés dans des familles de pêcheurs, la pêche n'est plus une option et leurs parents ne peuvent plus servir de modèles pour le travail. Les jeunes sentent la pression de choisir une carrière, de compléter les études et de réussir sur un marché du travail compétitif. Les obstacles financiers à l'éducation postsecondaire créent de l'anxiété et du pessimisme. Presque tous les jours, les jeunes ruraux sont bombardés du message que les "meilleurs" jeunes quittent la communauté. Ceux qui veulent rester ont besoin d'encouragement et de moyens de participation.

Une des façons de la faire est par le biais de FINALY, qui a procédé à des évaluations des besoins des jeunes, a organisé des conférences et a fait participer les jeunes au développement économique régional . FINALY examine des modèles de développement communautaire qui font participer les jeunes à l'action communautaire, aux loisirs, aux entreprises et aux réseaux. Il commence également à s'exprimer sur des questions comme l'accès aux études supérieures. Le réseau Youth in Care est un autre groupe organisé par des jeunes qui commence à s'occuper de la défense des intérêts des jeunes dans la province, notamment le bien-être de l'enfant et les droits des enfants et des jeunes. Il est également nécessaire de faire participer les jeunes au système judiciaire, car beaucoup ont des problèmes de santé mentale. Pour répondre au besoin de davantage d'activités axées sur les jeunes, certaines communautés ont mis sur pied des programmes de loisirs, créé des comités de jeunes dans les conseils communautaires et appuyé des programmes comme Allied Youth et les Boys and Girls Clubs. Mais dans les autres communautés, les gens recherchent de l'information sur la façon de mettre des choses en place. Ces organisations gérées par les jeunes et au service des jeunes ont besoin de davantage de soutien. De nouvelles structures créées par le gouvernement devraient tirer parti des organisations et des réseaux existants et les renforcer.

Il y a plusieurs années, l'Association canadienne de la santé mentale a collaboré au niveau national avec le réseau Youth in Care à élaborer un ensemble d'objectifs pour la politique jeunesse. Le projet "Bridging the Gap" a examiné les besoins et les priorités des jeunes et la façon d'en tenir compte dans les services et les politiques. D'abord et avant tout, les jeunes veulent que les adultes respectent leur individualité, leurs points de vue et leur confidentialité. Ils ont besoin de relations bienveillantes avec les adultes, de continuité, de soutien, de confiance et de coopération.

Ils veulent pouvoir faire des choix et prendre des responsabilités, et à cette fin avoir accès à l'information. Les jeunes remettent en question les approches hiérarchiques de contrôle des générations précédentes. Ils veulent des maîtres d'oeuvre et des mentors adultes qui leur fournissent de l'information, du soutien et de l'orientation. Ils veulent également davantage de possibilités de participer à la société par l'accès à l'éducation et un rôle plus actif dans leur communauté. Enfin, les jeunes veulent la sécurité. Pas seulement la sécurité physique et alimentaire, contre la pauvreté et les mauvais traitements, mais également le bien-être affectif, dans des milieux favorables et chaleureux. Ils ont besoin de davantage d'aide pour régler des problèmes qui nuisent à leur santé mentale et à leur avenir.

Recommandations

Participation

(1) Il est nécessaire d'organiser davantage de conférences communautaires et scolaires dans toute la province, en tirant parti de celles qui existent déjà, pour déterminer les problèmes, donner aux jeunes la possibilité de s'exprimer et servir de pont entre les communautés.

(2) Les jeunes ont besoin que davantage d'adultes servent de mentors et de modèles de fonction professionnelle. Il faut que davantage d'adultes écoutent les jeunes et appuient les activités organisées par les jeunes.

(3) Le développement communautaire devrait faire participer les jeunes directement à la planification, aux activités et à l'évaluation. Il devrait y avoir des initiatives sociales et économiques, conformément aux principes du plan social stratégique.

(4) Il faut fournir davantage de soutien financier aux organisations gérées par les jeunes et au service des jeunes.

Information

(5) Les jeunes ont besoin d'un meilleur accès à l'information sur les questions qui les concernent et les ressources qui peuvent les aider. Ils ont besoin de participer davantage à la préparation et à la communication de cette information. Les réseaux de jeunes projetés devraient tirer parti des réseaux existants organisés par les jeunes.

(7) Les résultats des recherches sur les jeunes doivent être facilement accessibles, et il faudrait effectuer d'autres recherches comme principe d'action. Les réseaux de jeunes pourraient être chargés d'une partie de cette collecte d'information.

Éducation

(8) Le système scolaire a besoin de davantage de ressources pour aider les étudiants à réaliser

leur potentiel, y compris davantage d'éducation corrective, d'écoles parallèles, d'alternance travail-études, de programmes de formation professionnelle et de conseillers en orientation.

(9) L'éducation postsecondaire doit être rendue plus accessible en réduisant les frais de scolarité et en fournissant davantage de bourses d'études et d'entretien.

Santé mentale

(10) On a besoin de davantage de services de santé mentale pour les enfants et les jeunes dans toutes les régions de la province, y compris des services professionnels de counselling, des programmes de soutien par les pairs et des programmes de formation en aide personnelle.

BIBLIOGRAPHIE

Aldridge, David et Kimberly St. John (1991). Adolescent and pre-adolescent suicide in Newfoundland and Labrador. *Revue canadienne de psychiatrie* 36(6):432-436.

Allied Youth (1995). Brief to the Select Committee on Children's Interests, Newfoundland House of Assembly. Torbay : Allied Youth.

Bennett, Lorna A. et Doreen Westera (1994). The primacy of relationships for teens : Issues and responses. *Family and Community Health* 17(3):60-69.

Boys and Girls Clubs de Terre-Neuve et du Labrador (1996). *A Brief to the Government of Newfoundland and Labrador.* St. John's : Boys and Girls Clubs.

Association canadienne de la santé mentale (1992). *Bridging the Gap : Goals for the Development of Youth Policy.* Toronto : ACSM.

________________________, Newfoundland and Labrador Division (1995). *A Presentation to the Select Committee on Children's Interests*, Newfoundland House of Assembly. St. John's : ACSM TN et L.

____ (1996). *Working it Out : The Challenge of Change from Within. A Needs Assessment for Community Self-Help.* Prepared by Extension Community Development Co-operative. St. John's : ACSM TN et L.

Community Mental Health Initiative (CMHI) (1995). *Brief to the Select Committee on Children's Interests, Newfoundland House of Assembly.* Corner Brook : CMHI.

Canning, Patricia (1996). *Special Matters : The Report of the Review of Special Education.* St. John's : gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador, Ministère de l'éducation.

Canning, Patricia et Charlotte Strong (1997). Families adapting to the cod moratorium. Document présenté à la conférence sur le Sommet de la mer, St. John's, Terre-Neuve, septembre.

Child Welfare League of America, Center for Program Excellence (1992). *Newfoundland Labrador Department of Social Services Child Protection Services Evaluation.* Washington, D.C. : CWLA. Ottawa : Ligue pour le bien-être de l'enfance du Canada.

Community Services Council (1998). *Fast Facts.* St. John's : CSC.

Doyle, Maggie (1996). *A Counselling Internship in Rural Schools with a Research Study in the*

Parenting of Adolescents in Rural Areas. M.Ed. Thesis. St. John's: Faculty of Education, Memorial University of Newfoundland.

Educational Planning and Design Associates (1998). *Women of the Fishery: Interviews with 67 Women Across Newfoundland and Labrador.* St. John's: EPAD.

Elgar, Frank (1995). *Depressive Symptoms and Perceived Social Problem Situations in Children and Adolescents in Rural Newfoundland.* Mémoire de spécialisation. St. John's: Department of Psychology, Memorial University of Newfoundland. (Résumé : *Journal international de psychologie,* été 1996).

Futures in Newfoundland and Labrador Youth (1996–). *Youth Right Talk* 1(1) à printemps. St. John's: FINALY.

George, Emma (1996). *Initial Transition from High School: Decisions and Aspirations of Rural Newfoundland and Labrador Youth.* Thèse de maîtrise en éducation. St. John's: Faculty of Education, Memorial University of Newfoundland.

Ginn, Lee and Shirley Solberg (1997). Health and economic changes: Impact and coping patterns. Paper presented at the Summit of the Sea Conference, St. John's, Newfoundland, September.

Henderson, Kathryn J. and Christine Bugden (1996). *Youth Empowerment Project: How-To Manual.* A project of the St. John's Child Poverty Initiative funded by Human Resources Development Canada. St. John's: CPI.

Hibbs, Jacqueline (1997). *A Needs Assessment of Youth Services in the Community Health St. John's Region.* St. John's: Health Promotion Division, Community Health St. John's Region.

Hutchens, Mary Beth et Lynn Heffernan (1993). *Dialogue With Schools: An Interactive Partnership Project. Final Report.* St. John's: Department of Social Work, Waterford Hospital.

Kim, Leroy D. Et Glenys Wellman (1993). Stressors and coping strategies of early adolescents in a rural setting. St. John's: Faculty of Education, Memorial University of Newfoundland.

Lacey, Beth (1992). *Experiences of Teen Parents in Newfoundland.* St. John's: Women's Policy Office, gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador.

Morrison, Todd G., Lindsay D. McLeod, Melanie A. Morrison, Dana Anderson and Wendy E. O'Connor (1997). Gender stereotyping, homonegativity, and misconceptions about sexually coercive behavior among adolescents. *Youth and Society* 28(3): 371-392.

Conseil national du bien-être social (1998a). *Poverty Profile 1996. A Report by the National Council of Welfare.* Ottawa : Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Canada.

___________________________ (1998b). *Profiles of Welfare: Myths and Realities. A Report by the National Council of Welfare.* Ottawa: Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.

___________________________ (1997/98). *Welfare Incomes 1996. A Report by the National Council of Welfare.* Ottawa: Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.

Neville, Doreen, Sharon R. Buehler, Bonnie W. James et Alison C. Edwards (1996). *Newfoundland Health for the Year 2000 Project: A Report of the Review of Newfoundland Health Status.* Préparé pour le ministère de la Santé de Terre-Neuve et du Labrador par la Health Research Unit, Division of Community Medicine, Memorial University of Newfoundland. St. John's: Imprimeur de la Reine.

Neville, Doreen et A.C. Edwards, Eds. (1993). *Canada's Health Promotion Survey, 1990: Newfoundland Profile.* St. John's: Ministère de la Santé, gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador.

Newfoundland. House of Assembly (1996). Select Committee on Children's Interests. *LISTENing & ACTing: A Plan for Child, Youth and Community Empowerment.* St. John's: Queen's Printer.

Newfoundland and Labrador (1998a). Department of Education. *Postsecondary Indicators '98: University, Public Colleges, Private Colleges.* St. John's: Division of Corporate and Business Planning.

__________________________ (1998b). Literacy Strategic Planning Unit. *Strategic Literacy Plan Consultation Paper and Workbook.* St. John's: Department of Education.

__________________________ (1997). Department of Education. *Profile '96: Educational Indicators, Primary, Elementary, Secondary.* St. John's: Division of Evaluation, Research and Planning.

__________________________ (1995). Department of Education and Training. *Postsecondary Indicators '95: University, Public Colleges, Private Colleges.* St. John's: Division of Evaluation, Research and Planning.

__________________________ (1996). Department of Social Services. *Breaking the Cycle of Child Abuse: Where We Are, Where We need to Be and How to Get There. Child Welfare Strategic Action Plan.* St. John's: Division of Child Welfare.

NLCHI (Newfoundland and Labrador Centre for Health Information) (1997). *A Report on the*

Health Status of Newfoundland and Labrador: Tables and Figures. St. John's: NLCHI.

O'Grady, William L. (1995). *Coming of Age on the Periphery: Youth Unemployment and the Transition to Adulthood in Newfoundland.* Mémoire de doctorat. Toronto: Department of Sociology, University of Toronto.

Reid, Gregory (1995). *School Counsellors' Perceptions Concerning the Impact of Unexpected Long-Term Widespread Unemployment on Senior High School Students in Newfoundland Fishing Communities.* Honours Dissertation. St. John's: Department of Education, Memorial University of Newfoundland.

Royal Commission of Inquiry into the Delivery of Programs and Services in Primary, Elementary, Secondary Education (1992). *Our Children, Our Future.* St. John's: Queen's Printer.

Seifert, Carole L. (1995). *Hibernia's Generation: Social Impacts of Oil Development on Adolescents in Newfoundland.* St. John's: Institute of Social and Economic Research, Memorial University of Newfoundland.

Sharpe, Dennis B. and William H. Spain (1995). *An Exploratory Study of Student Attrition and Retention in the Post-Secondary Education and Training System in Newfoundland and Labrador: Summary Report.* St. John's: Centre for Educational Research and Development, Memorial University of Newfoundland.

Sharpe, Dennis B. et Gerald White (1993). *Educational Pathways and Experiences of Newfoundland Youth.* (Youth Transition into the Labour Market). St. John's: Centre for Educational Research and Development, Memorial University of Newfoundland.

Simpson, Mary et Janis Wood Catano (1998a). *Child Poverty in Atlantic Canada: A Discussion Paper.* Préparé pour Santé Canada par le Réseau de promotion de la santé communautaire de l'Atlantique. Ottawa : Santé Canada.

Simpson, Mary et Janis Wood Catano (1998b). *Talking About Child Poverty in the Atlantic Region.* Préparé pour Santé Canada par le Réseau de promotion de la santé communautaire de l'Atlantique. Ottawa : Santé Canada.

Sinclair, Peter (1997), Adjusting to the moratorium in a fishery-dependent region, *Harvesters in the North Atlantic Fisheries: Conference Proceedings*, pp. 11-12. St. John's: Institute of Social and Economic Research, Memorial University of Newfoundland.

Social Policy Advisory Committee (1997a). *Volume I: What the People Said: Report of the Strategic Social Planning Public Dialogue.* St. John's: Imprimeur de la Reine.

______________________________ (1997b). *Volume II: Investing in People and Communities: A Framework for Social Development.* St. John's: Imprimeur de la Reine.

Solberg, Shirley M. (1997), The effect of the fishery closure on the health of the community. Document présenté à la conférence du Sommet de la mer, St. John's, Terre-Neuve, septembre.

Spurrell, Dana C. (1996). *Newfoundland and Labrador Student Drug Use Survey 1996: Summary Report*. St. John's : Ministère de la Santé, gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador.

Storey, Keith and Brent Smith (1995), No fish everywhere: The Atlantic groundfish moratoria and community viability in Newfoundland. Document présenté à la réunion annuelle de 1995 de l'Association canadienne des géographes, Université du Québec, Montréal, 31 mai - 4 juin.

Van Hook, M. (1990), The Iowa farm crisis: Perceptions, interpretations, and family patterns, in V. McLoyd and C. Flanagan, Eds., *Economic Stress: Effects on Family Life and Child Development (New Directions for Child Development 46)*, pp. 71-87. San Francisco: Jossey-Bass.

Westera, Doreen A. et Lorna R. Bennett (1994), Population-focused research: A broad-based survey of teens' attitudes, beliefs, and behaviours, *International Journal of Nursing Studies* 31(6):521-531.

________________________ (1991). *Project Teen Newfoundland: A Comprehensive Survey of 15-19 Year Olds*. St. John's: School of Nursing, Memorial University of Newfoundland.

Women's Committee, Fish, Food and Allied Workers Union (1994). *Consultations with Women in the Newfoundland Fishery: A Report by the Women's Committee of Fishermen, Food and Allied Workers Union (FFAW/CAW)*. St. John's: FFAW/CAW.

ANNEXE

(1) Facteurs déterminants de la santé

(2) Groupes de discussion

(3) Objectifs de la politique jeunesse tirés de Bridging the Gap: Goals for the Development of Youth Policy, ACSM (1992).